lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 639 - 30 août 1980 - prix : 5 F

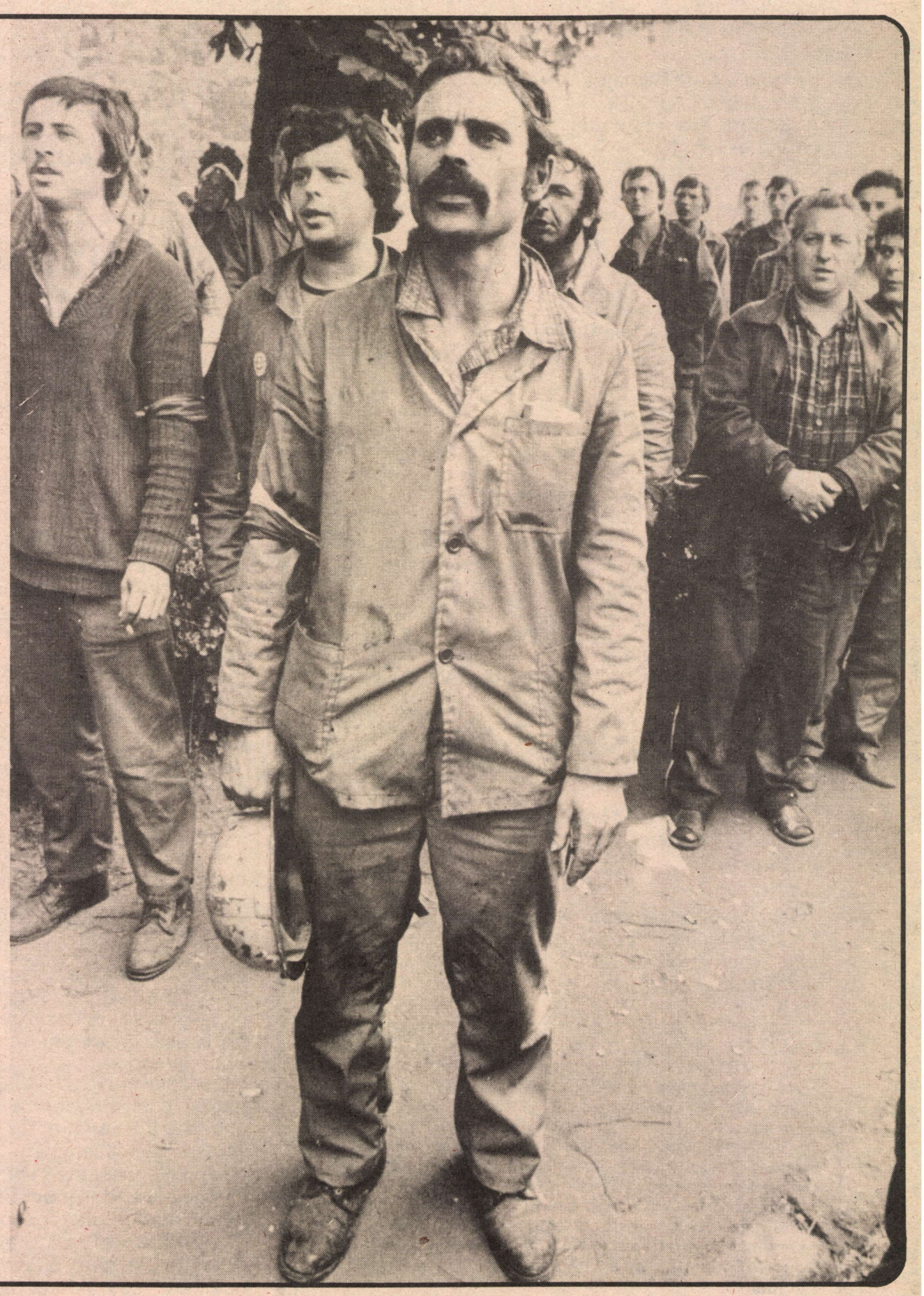
HAUSSE DES PRIX

les responsables sont au pouvoir

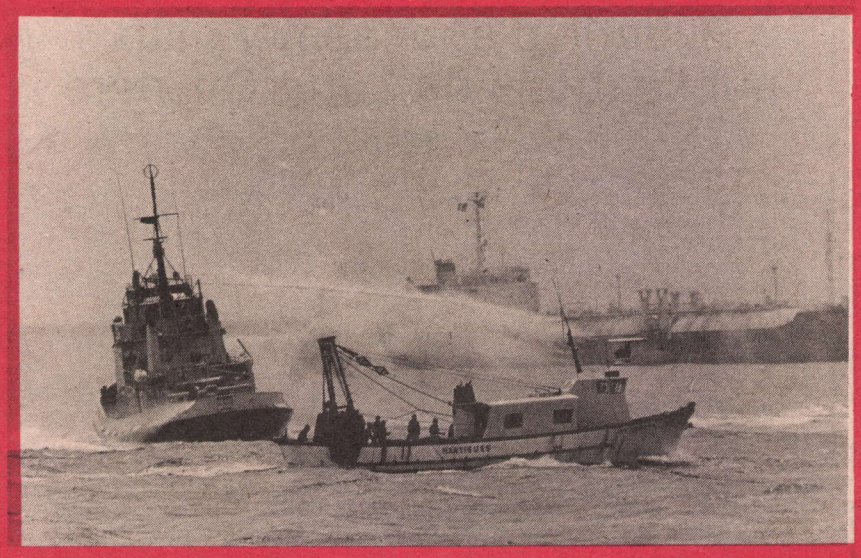
P.4

Grèves en Pologne :

UNE LUTTE POUR LA LIBERTÉ



voir pages 7 à 10



LES MARINS-PECHEURS NE LACHENT PAS PRISE

P.3 et 5

M 6189 - 639 - 5 F

sommaire

En France

Page 4 :

— **Quatre ans de gouvernement Barre.**
— **Hausse des prix : les responsables sont au pouvoir.**
— **Des cadeaux aux patrons... en prélevant dans la poche des travailleurs.**

Page 5 :

Les marins-pêcheurs ne lâchent pas prise :
— **A Fos et Antifer, les hauts faits de la Marine nationale.**
— **Le gazole à prix d'or.**
— **Les trusts pétroliers peuvent payer.**

Page 11 :

Dans les entreprises : Dufour-Montreuil (Seine-Saint-Denis) ; SNCF (Tours-St-Pierre) ; Delle Alsthom (Villeurbanne).
— **Les poseurs de rails en grève depuis le 2 juin.**

Page 12 :

— **Le travail à domicile : une « solution de progrès » à reculons.**
— **A Belfort, les résidents du foyer « Lunette 18 » en ont assez.**
— **Manufrance : nouvelle menace de fermeture.**

Dans le monde

Page 6 :

— **Bolivie : l'armée massacre.**
— **Salvador : une sanglante répression.**
— **Espagne : grève de la faim pour protester contre la faim.**

Pages 7, 8, 9, 10 :

POLOGNE :
— **La force et les limites du mouvement des travailleurs.**
— **Gierek parle de démocratie mais fait arrêter les dissidents.**
— **Remaniements et promesses : des concessions ou une tentative pour leurrer les travailleurs ?**
— **Des grévistes déterminés.**
— **Deux mois de luttes ouvrières.**
— **Le « soutien » de l'Eglise aux grévistes, il faut savoir terminer une grève !**
— ***L'Humanité* et les travailleurs polonais.**

Divers

Page 13 :

— **Films : *L'empire contre-attaque ; Odo Toum, d'autres rythmes ; Rosy la Bourrasque ; French postcards.***

Pages 14 et 15 :

— **Livres : *Les bons sentiments* de Marilyn French ; *Le pays sous l'écorce* de Jacques Lacarrière ; *L'île habitée* de A. et B. Strougatski ; *quelques livres sur la Pologne.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON.
Composition : PPC, 25-27 rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris.

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Nouvelle agression raciste à Bondy

Samedi 23 août, un jeune étudiant algérien, Araski S., a été grièvement blessé par un militant d'extrême-droite du Front National qui lui a tiré une balle dans le dos.

Pour se justifier, le militant du Front National aurait expliqué que, lors d'un collage qu'il effectuait le 8 août dernier en faveur de Le Pen, au carrefour de Rosny à l'entrée de Bondy, il aurait été attaqué par de jeunes Algériens. L'un des colleurs aurait été légèrement blessé par balle. C'est pour se venger qu'il aurait tiré sur Araski.

Alors, la police va-t-elle, une fois de plus, parler de règlement de comptes entre bandes rivales ?

S'il y a violence, elle est pourtant bien le fait de l'extrême-droite. D'ailleurs, c'est un véritable arsenal qu'on a retrouvé chez l'agresseur d'Araski : deux fusils, deux revolvers, une baïonnette, une fronde pour des balles d'acier. Mais il ne semble pas qu'il faille beaucoup compter sur la police pour se protéger des agissements de ces gens-là.

LES ALLEG... ATIONS AFGHANES DE « L'HUMANITÉ »

Ce n'est pas facile, quand on a dénoncé pendant des années l'intervention américaine au Viet-Nam avec tout son cortège de massacres, de soutenir, en Afghanistan, une politique tout aussi sanglante.

C'est sans doute pourquoi, afin de faire plus convaincant, **L'Humanité** a confié sa rubrique afghane à un envoyé spécial **« au-dessus de tout soupçon »**. C'est ainsi que les 25, 26 et 27 août, Henri Alleg signait dans **L'Humanité** des correspondances de Kaboul où il s'efforçait de démontrer que rien de ce qui se dit sur l'Afghanistan ne serait vrai.

Ah, si c'était n'importe quel rédacteur, on pourrait mettre sa parole en doute. Mais Alleg, lui qui, du temps de la guerre d'Algérie, a été torturé par les paras français (ce qu'il raconte dans un livre, **La question**), ses reportages ne sauraient être mis en cause, lui un anticolonialiste chevronné !

Le seul ennui — Alleg ou pas — c'est que les reportages de **L'Humanité** se suivent et se ressemblent, contredisant passablement tout ce que les autres journalistes ou voyageurs disent avoir vu en Afghanistan. L'ennui aussi, c'est que, citant longuement des personnalités gouvernementales ou des gens **« pris au hasard »**, les articles d'Alleg qui disent que, mis à part quelques **« terroristes »** et autres **« bandes contre-révolutionnaires »**, tout irait bien en Afghanistan, ces articles ont un air de déjà lu.

Ils rappellent étrangement les articles de la presse de droite parlant de la guerre du Viet-Nam ou de la presse française décrivant l'Algérie de 1954 à 1962 comme un pays attaché à la France, mis à part... quelques « terroristes » ou « bandes armées ».

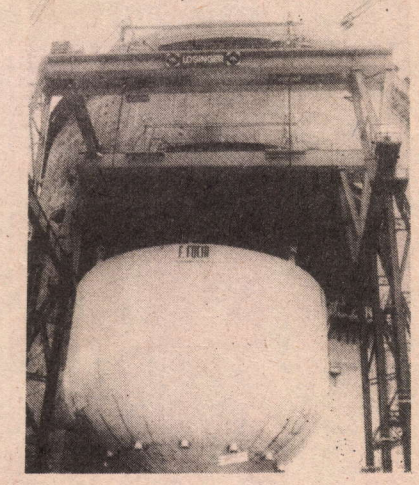
Mais tout cela, bien sûr, est hors de la question, comme dirait sans doute Alleg !

Irradions français

L'Humanité de mardi 26 août reprend dans un article la dénonciation, par l'Union nationale des syndicats CGT de l'énergie atomique (UNSEA-CGT), du **« freinage de la filière de surrégénérateur nucléaire »**.

C'est ainsi que l'UNSEA-CGT craint **« que le gouvernement ait décidé d'ajourner la construction de Super-Phénix 2, premier réacteur d'une possible petite série de quatre à six réacteurs de type surrégénérateur de taille industrielle »**. Patrick Lavilleon, dans **L'Humanité,** reprend à son compte ces craintes et conclut en disant que si la **« stratégie d'attente »** s'affirmait, elle **« risquerait fort de faire perdre à la France l'avance technologique dont elle bénéficie actuellement » !**

On ne sait pas si la crainte de la CGT est justifiée ou pas, mais, et tout cas, on peut voir où mène la bêtise nationaliste du PCF. Le gouvernement s'est lancé dans l'implantation de nombreuses centrales nucléaires, et même de type surrégénérateur (aux USA, le type surrégénérateur a été abandonné car trop dangereux). Le PCF surenchérit au nom de **« l'avance technologique de la France »**. Comme cela, si l'on est irradié par les surrégénérateurs, on pourra toujours se consoler : on sera **« irradié français » !**



Le surrégénérateur Super-Phénix - Un fleuron technologique que le PCF veut voir se développer.

Le lac Léman asphyxié

Le lac Léman a atteint l'asphyxie, selon l'Association de sauvegarde du Léman.

Une quantité anormalement élevée de métaux lourds (tels que le mercure, le cadmium, le cuivre, le zinc, l'étain) et surtout de phosphore se déposent au fond du lac.

Depuis ces toutes dernières années, des usines se sont équipées de stations d'épuration, comme l'usine chimique Ciba-Geigy. Il y a eu quelques progrès pour le mercure, par exemple : le dépôt de mercure a été cette année de 2 à 3 kg par jour alors qu'il était de 10 à 15 les années précédentes. Mais les 110 stations d'épuration installées sur le bord du lac ne filtrent pas tous les polluants. C'est ainsi que le phosphore, qui est aujourd'hui la principale cause d'asphyxie du lac Léman, n'est traité efficacement que par cinq stations d'épuration sur les cent dix !

La présence de phosphore entraîne le développement d'algues filamenteuses, qui consomment énormément d'oxygène et entravent la reproduction des poissons. Une couche d'eau de cinq à dix mètres d'épaisseur au fond du lac est totalement privée d'oxygène. Le nombre de poissons dans le lac a chuté de façon importante. Les pêcheurs professionnels risquent fort de ne plus rien avoir à pêcher dans les années à venir.

Encore un exemple, s'il en était besoin, de l'anarchie de cette société où les équilibres naturels sont sacrifiés au sacro-saint profit du capital industriel.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Grève en Pologne : une lutte pour la liberté

LES grévistes de Pologne, et en particulier ceux du chantier naval de Gdansk, ont déjà remporté une grande victoire. Le gouvernement polonais a dû accepter de négocier avec les dirigeants élus du Comité central de grève, direction que les grévistes se sont donnée eux-mêmes, indépendamment du syndicat officiel. Il a dû promettre que le droit de grève serait reconnu et examiner la question de la liberté syndicale, qui est maintenant la principale revendication des grévistes.

De plus, le gouvernement a dû accepter, pour ouvrir ces négociations, le rétablissement des liaisons téléphoniques avec le reste du pays que les grévistes de Gdansk réclamaient pour pouvoir informer les travailleurs des autres villes de Pologne de l'avancement des négociations.

Et cela n'est pas un aspect mineur de la lutte des travailleurs polonais. Pour eux, la démocratie, c'est avant tout se tenir informés les uns les autres de ce qu'ils disent, des réponses qu'on leur donne, de ce qu'ils revendiquent, de ce qu'on leur propose.

Leur démocratie, c'est non seulement se donner les dirigeants de leur choix, librement choisis, mais aussi une façon d'être de ces dirigeants qui n'hésitent pas à mettre des micros dans la salle de conférences afin que, par haut-parleurs, tous les grévistes sachent ce que chaque négociateur dit, ceux du gouvernement comme ceux des ouvriers. La négociation n'est pas secrète, elle se fait au grand jour, et les grévistes réclament même qu'elle se fasse devant la télévision.

Les grévistes de Pologne ont arrêté le travail pour protester contre une augmentation du prix de la viande. Mais leurs revendications actuelles, comme leur attitude dans la lutte, montrent que ce qu'ils veulent, c'est autre chose : le droit de grève, le droit à des syndicats de leur choix, en un mot le droit à la parole, à la liberté d'expression.

Et même si, dans les négociations, leurs revendications n'apparaissent pas comme politiques, même s'ils se défendent de mettre en cause le régime, du simple fait qu'ils réclament la démocratie, la liberté et le droit de se faire entendre, leur grève est une grève politique.

Et ils ont raison ; car, on le voit, en quelques jours de grève, les ouvriers polonais ont déjà plus fait pour la transformation du régime que tous les opposants intellectuels.

C'est que, dans tous les pays du monde, la classe ouvrière, quand elle se met en mouvement, quand elle se sert de sa force, quand elle est décidée, est le principal facteur de transformation sociale.

Certes, en Pologne, les ouvriers sont catholiques. C'est d'ailleurs la seule façon dont le régime tolère qu'ils manifestent leur opposition et leur indépendance. Mais pas catholiques au point, cependant, que l'appel du cardinal Wyszynki ait pu les convaincre de reprendre le travail.

Les travailleurs polonais chantent aussi, nous dit-on, l'hymne national du pays, et pas *l'Internationale.* Eh oui, la Pologne subit l'oppression du voisin russe, pour lequel l'internationalisme est du genre : *« Ce qui est à moi le reste, mais partageons ce qui est à toi » !* Et si les travailleurs polonais se détournent du socialisme et du communisme, les responsables en sont les dirigeants de la Russie et de la Pologne qui ont donné un visage affreux et repoussant au socialisme et au communisme.

Il est impossible de prévoir si les grévistes polonais gagneront sur toute la ligne. Dans le monde entier, les dirigeants politiques de tous les pays sont passés maîtres dans l'art du mensonge et des reniements. Mais de toute façon les grévistes de Gdansk et leurs camarades de toute la Pologne ont montré que là-bas, dans ce pays qui se prétend socialiste, la classe ouvrière n'a, comme ailleurs, la parole et le pouvoir que lorsqu'elle se bat.

Quelle que soit l'issue de leur lutte actuelle, quel que soit l'hymne que chantent les ouvriers polonais, quoi qu'ils fassent de leurs dimanches matin, c'est eux et eux seuls qui peuvent donner réellement un sens au mot « socialisme » en Pologne.

Alors, vive la lutte des travailleurs polonais !

Arlette LAGUILLER

(Voir nos articles sur la Pologne en pages 7 à 10).

Selon que vous serez puissants cousins ou misérables pêcheurs

Après les brutales interventions de la Marine nationale à Fos, Port-en-Bessin et Antifer qui se sont soldées par plusieurs blessés du côté des pêcheurs, les marins-pêcheurs et les pêcheurs salariés n'ont pas cessé leur grève et semblent décidés à tenir aussi longtemps qu'il le faut.

Réuni mercredi, le Conseil des ministres a, bien sûr, commencé par approuver l'emploi de la Marine nationale contre les grévistes et n'a par contre pas abordé les deux revendications essentielles des grévistes, à savoir le maintien des effectifs et l'aide au carburant, se contentant d'affirmer que « *le conflit de la pêche industrielle est un conflit interne à la profession dont la solution doit être recherchée par la voie de la négociation contractuelle et en utilisant les facilités offertes par les décisions du Conseil des ministres du 2 avril 1980* ».

Le gouvernement espère sans doute que les marins finiront par se décourager.

Que le gouvernement refuse de donner satisfaction aux marins-pêcheurs n'est pas une surprise. Quand on défend en priorité les grosses entreprises capitalistes vis-à-vis desquelles on ne regarde pas à la dépense en leur distribuant largement de copieuses subventions, on ne peut pas, puisque les finances de l'Etat sont limitées, donner en même temps satisfaction aux pêcheurs, aux cultivateurs, aux ouvriers, en un mot à toute la population laborieuse.

Lorsqu'il s'agit de grosses sociétés capitalistes, en difficulté ou pas, là le gouvernement sait ne pas rester neutre. Par exemple, les barons de l'acier ont, ces dernières années, reçu à eux seuls une cinquantaine de milliards de francs de subventions. *Le Canard Enchaîné* du 27 août fournit un autre exemple particulièrement intéressant : la société Thomson-CSF, dont un dirigeant est Philippe Giscard. le cousin germain de celui qu'on connaît si bien, vient de conclure avec l'Egypte un accord commercial pour une commande de 600 millions de francs de matériel téléphonique. Et *Le Canard Enchaîné* révèle que « *pour convaincre les Egyptiens... le gouvernement français avança un argument massue : des conditions financières défiant toute concurrence. Contrairement à toutes les règles, plus du quart du financement de la part française serait assurée par un prêt « privilégié » du Trésor de 198 millions de francs, 400 autres millions étant garantis... le prêt public est un vrai cadeau : 3 % d'intérêt sur trente ans, plus un « délai de grâce » de dix ans* ».

Autrement dit, ce sont les contribuables, la population française, qui prêtent cet argent... à Thomson (et au cousin !).

Et si *Le Canard Enchaîné* n'est pas attaqué, c'est peut-être qu'on ne tient pas à ce qu'il amène des preuves devant un tribunal.

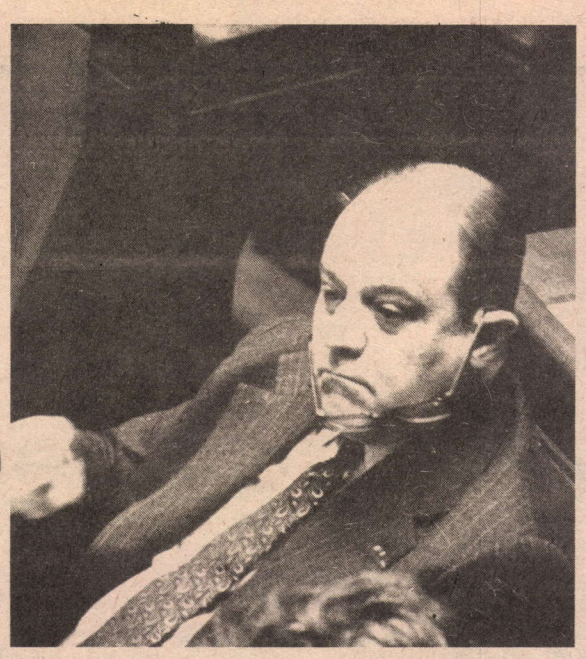
Ceux qui sont à la tête de l'appareil d'Etat ne défendent pas les intérêts de la population, mais les intérêts généraux et très particuliers de quelques grosses entreprises capitalistes.

Les revendications des pêcheurs, elles, ont été estimées à 250 millions de francs, c'est-à-dire bien moins que le fameux prêt qui a été consenti à l'Egypte (à Thomson, au cousin). Et comparé à tout ce qui est distribué d'une façon ou d'une autre aux grosses sociétés, ce prêt n'est qu'une goutte d'eau.

Et les marins-pêcheurs, dans leur lutte, savent que face à un tel gouvernement, ce n'est pas le langage de la bonne foi qu'il suffit de parler. Il faut être les plus forts. Car au royaume des loups, la raison du plus fort est la seule qui soit bonne.

Pierre VILMA

4 ANS DE GOUVERNEMENT BARRE



Le 25 août dernier, Raymond Barre a pu fêter son 4e anniversaire au poste de Premier ministre. Quatre ans, c'est presque un record, surtout pour un homme qui a été si vivement critiqué, non seulement par les travailleurs ou les partis de l'opposition, mais y compris au sein de la majorité.

En fait, personne n'a vraiment brigué la place de Raymond Barre pendant ces quatre années. C'est que la place n'était guère bonne à prendre ! C'est même cette raison qui avait incité Jacques Chirac, en 1976, alors qu'il était lui-même Premier ministre de Giscard, à rendre son tablier.

En 1976, gouverner le pays voulait dire gérer la crise et donc prendre des mesures impopulaires. Pour beaucoup d'hommes politiques, c'était une responsabilité à ne pas prendre. Giscard est donc allé chercher un professeur d'économie, présenté comme un expert en la matière, et qui voudrait bien, lui, assumer la fonction et encaisser tous les coups à venir. Ainsi Raymond Barre est monté sur scène.

D'entrée, il annonçait les trois points qui constitueraient sa politique en vue de redresser l'économie du pays : réduire la hausse des prix, rétablir l'équilibre du commerce extérieur, et soutenir l'activité économique et l'emploi.

Quatre ans après, quels sont les résultats concrets ? La hausse des prix, loin d'avoir été réduite, s'est maintenue au-dessus des 10 %, et depuis l'an dernier le taux d'inflation annuel s'est nettement aggravé. Le nombre de chômeurs s'est accru de plus de 60 %. Par contre, le déficit du commerce extérieur a été réduit, les exportations ont augmenté de 30 % par rapport à 1976, grâce aux subventions massives à l'exportation. L'activité économique, et donc les profits des entreprises, s'est en gros maintenue.

D'un côté, les patrons ont traversé ces quatre années sans voir diminuer leurs profits (les plus grosses entreprises voient même progresser les leurs de 20, 30 ou 50 %). De l'autre, les travailleurs ont été la cible constante des attaques du gouvernement. Baisse du niveau de vie, augmentation du chômage, atteintes aux droits des salariés, tels ont été les axes de la politique sociale de Raymond Barre. Avec en prime le cynisme et la rogue du Premier ministre à l'égard des couches laborieuses.

Mais Raymond Barre du point de vue des capitalistes a bien rempli son rôle : il était venu, non pour régler la crise (qui est internationale et ne dépend pas de la simple volonté d'un gouvernement) mais pour éviter que le patronat en fasse les frais. De ce point de vue, il a bien mérité de ses maîtres.

Hélène DURY

Des cadeaux aux patrons...

Aider les patrons à traverser la crise sans trop souffrir !

Pour cela, le gouvernement Barre a multiplié les aides aux entreprises industrielles. Sous de multiples formes, il a distribué les milliards de l'Etat aux patrons en difficulté. Milliards pour aider les exportations, milliards pour aider les entreprises à investir... à condition qu'elles créent des emplois. Quant aux divers pactes pour l'emploi, ils n'étaient que des subventions de plus pour fournir aux patrons une main-d'œuvre gratuite. Chose curieuse, les entreprises ont empoché les milliards, et le chômage a augmenté.

Au lendemain des élections de mars 1978, le gouvernement annulait les 34 milliards de dettes de la sidérurgie lorraine et faisait cadeau de 11 milliards aux patrons pour qu'ils suppriment 20 000 emplois. Jamais cadeau aux industriels n'avait semblé plus scandaleux.

La même année, Barre annonçait une prochaine libération des prix : il faut en finir, disait-il, avec les interventions de l'Etat (il était bien placé pour en parler en effet !), revenir au libéralisme, faire jouer la concurrence, et que le meilleur gagne !

Ce sont les industriels qui profitèrent les premiers de la libération des prix, puis les commerçants en bénéficièrent progressivement. La seule victime de cette politique : le consommateur.

... en prélevant dans la poche des travailleurs

L'autre volant de la politique de Barre consistait à s'en prendre au niveau de vie des travailleurs.

Cela s'est fait tout d'abord par une politique de blocage des salaires. Comme le disait Raymond Barre en arrivant au gouvernement en 1976, il faut *« modérer la progression des revenus salariaux »*. Les salaires n'ont dans l'ensemble pas progressé davantage que le taux officiel de l'inflation — qui est bien inférieure à la réalité. Bien plus, par divers moyens indirects, depuis deux ans, le pouvoir d'achat des salariés a nettement diminué. Cela s'est fait en 1979 par une augmentation des impôts sur le revenu, la hausse des tarifs publics, celle de 2,6 % des cotisations à la Sécurité sociale. Cela se fait beaucoup plus insidieusement par le chômage : le nombre grandissant de chômeurs se traduit globalement par une baisse de revenus pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Et puis, Barre s'est aussi attaqué aux droits et aux conditions de vie des travailleurs. Ce fut en décembre 1978 la remise en cause des indemnités de chômage : le montant des indemnités n'était pas remis en question, mais plutôt les conditions pour en bénéficier, et ce, pour que les chômeurs soient incités à retrouver plus vite un emploi, même moins bien rémunéré. Immédiatement après étaient annoncées les augmentations de cotisations à la Sécurité sociale et la limitation des dépenses de santé.

En décembre 1979, ce sont les retraités qu'on décide de frapper en obligeant ceux qui payent un impôt sur le revenu à verser une cotisation d'assurance maladie. Pendant ce temps, le projet de loi Bonnet restreignant les conditions d'entrée et de séjour des travailleurs immigrés est adopté. Enfin, le gouvernement a lancé un projet, sur *« l'aménagement du temps de travail »* qui a pour but de mettre les travailleurs davantage à la disposition des patrons, en fonction des besoins de la production.

Toute cette politique vise bel et bien à faire payer la crise aux travailleurs, à leur faire accepter davantage de sacrifices, à aggraver leurs conditions de vie.

H.D.

Hausse des prix

Les responsables sont au pouvoir

Le 25 juin, Monory, le ministre de l'Industrie, a annoncé que, selon lui, l'indice des prix de juillet marquerait une hausse de 1,5 %, ce qui fut confirmé deux jours plus tard. Il se vantait, par la même occasion, d'avoir prévu la chose depuis un mois.

Il faut dire que ce ministre n'a pas un grand mérite à avoir prévu cette envolée de l'indice... puisque c'est le gouvernement lui-même qui orchestre le mouvement, en particulier avec les hausses à répétition des tarifs publics.

En juillet, les augmentations des transports en commun, des tabacs, des honoraires médicaux, des loyers, ne pouvaient, effectivement, laisser planer aucun doute sur l'importance de la hausse du coût de la vie. Et Monory de promettre, la main sur le cœur, que ce *« mauvais indice de juillet »* serait le dernier.

Mais si officiellement l'indice de juillet est décrit comme *« exceptionnellement mauvais »* (d'après Monory), les précédents n'étaient pas mal non plus (1,9 % en janvier ; 1,2 % en avril et mai) au point que l'indice de juin, avec 0,6 %, en est presque surprenant ! Ensuite, parce que l'indice d'août (qui ne sera connu que fin septembre), risque lui aussi d'être salé avec les hausses du gaz, de l'électricité, des tarifs postaux.

Et comme, d'ores et déjà, les prévisions pour l'année laissent supposer que la hausse sera de 15 % environ, le gouvernement n'ose plus prétendre trop fort qu'il lutte contre l'inflation : cela friserait la provocation. Alors, il nous assure, par Monory interposé, qu'il n'y aura *« plus d'augmentations des tarifs publics avant six mois »*.

Et pour le reste ? Monory ne dit rien, et pour cause. Car on ne voit pas pourquoi la hausse des prix cesserait subitement puisque le gouvernement est partisan de la liberté des prix pour les industriels et les commerçants. Autrement dit, les prix peuvent monter, ce n'est pas cela qui nuirait à l'économie ; mais par contre, si les salaires suivaient, cela ruinerait bien sûr toute l'économie telle qùe la conçoivent Monory et ses collègues du gouvernement.

Juliette ARONI

Les marins-pêcheurs ne lâchent pas prise

A FOS ET ANTIFER LES HAUTS FAITS DE LA MARINE NATIONALE

La flotte militaire française, que la presse a rebaptisée « la Royale », s'est illustrée à Fos et Antifer dans des combats historiques... contre des barques de pêche.

Le premier accrochage a eu lieu jeudi 21 août au port pétrolier de Fos, bloqué par les marins-pêcheurs depuis trois jours. Ceux-ci ont vu arriver dans la soirée 9 bâtiments gris et noirs de la Marine. Après un ultimatum du vice-amiral Accary sommant les pêcheurs de quitter les lieux, ces navires ont essayé de prendre en remorque les 4 gros pétroliers immobilisés dans le port. Il leur a fallu plus de 4 heures pour y parvenir, malgré l'appui des CRS, les grenades lacrymogènes et les canons à eau.

Cet exploit a été renouvelé mardi 26 août, à Antifer, important terminal pétrolier situé à 20 km au nord du Havre. Une vingtaine de chalutiers a tenu tête pendant plus de 5 heures avant de se retirer vers 19 h. Mercredi 27 août, à 3 h du matin la Marine est de nouveau intervenue à Fos, réoccupé par les marins-pêcheurs ; l'affrontement a été cette fois bref et violent. Outre les canons à eau et les grenades lacrymogènes, ils ont utilisé des grenades offensives contre une dizaine de chalutiers. Il y a eu 4 blessés, dont 2 sont hospitalisés, et des bateaux de pêche endommagés.

La Marine nationale, que l'on n'a pas l'habitude de voir intervenir pour des tâches de répression, avait plutôt une bonne image de marque parmi les gens de la mer : 20 % de ses activités sont en effet consacrées à l'assistance des pêcheurs en haute mer. Son intervention à Fos et à Antifer a montré que ses chefs sont des militaires avant tout, capables de s'opposer aux pêcheurs en lutte, quand le gouvernement le leur demande.

Jeanne HALDAUT

Les marins-pêcheurs allemands en grève aussi

La lutte des pêcheurs va-t-elle faire tache d'huile ? A l'exemple de leurs collègues français, certains marins-pêcheurs allemands de RFA sont en grève depuis deux semaines. Le mouvement a démarré le 9 août chez les pêcheurs de crevettes, touchant une dizaine de ports de la mer du Nord où sont immobilisés 188 bâteaux.

Les marins-pêcheurs réclament des aides pour les mois sans prises, la révision du règlement européen de la pêche et une subvention au carburant.

Le niveau de vie des pêcheurs allemands a baissé ces dernières années, leur revenu global passant de 18,5 millions de deutsche Marks en 1978 à 17 millions en 1979. Dans le même temps, les prises de crevettes augmentaient de 5 500 tonnes à 7 000 tonnes selon les statistiques officielles. Pour les marins-pêcheurs allemands aussi, le prix du gazole a doublé au cours des 18 derniers mois.

Comme en France, le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest rejette les revendications sur le prix du gazole, « pour des raisons énergétiques ».

Par-delà les frontières, les problèmes sont les mêmes, et apparemment les luttes aussi.

J.H.

LE GAZOLE A PRIX D'OR

Le Theule, ministre des Transports et ministre de tutelle de la Pêche l'a répété sur tous les tons cette semaine : pas question de diminuer le prix du gazole-pêche comme le demandent les pêcheurs.

Actuellement, ceux-ci le paient 1,13 F le litre, avec quelques centimes de différence d'un port à l'autre. Ils veulent une réduction de 40 centimes par litre. La plupart des pêcheurs, artisans en majorité, ou payés à la part, ne peuvent supporter les augmentations successives du prix du carburant qui s'est envolé depuis 1974. Il coûtait à ce moment-là 13 centimes par litre, et au début 1979, 69 centimes. Depuis, en 18 mois, il a pratiquement doublé ! Pour les bâteaux de Port-en-Bessin par exemple, la part des combustibles est passée de 11 % du total en 1979 à 20 % du total aujourd'hui.

Evidemment, Le Theule se plaît à rappeler que le gazole-pêche non seulement n'est pas taxé, mais qu'il est même subventionné par le gouvernement. En fait, globalement, cette aide, qui se monte à 53 millions de francs n'est pas si considérable, surtout si on la compare, par exemple, à certaines aides gouvernementales données généreusement aux patrons de la sidérurgie qui se chiffrent, elles, en milliards. De plus, cette aide au carburant diminue constamment, à la fois en valeur absolue, et surtout en pourcentage : elle était de 15 centimes par litre en 1976, et elle n'est plus que de 10,5 centimes alors que le prix du gazole-pêche a triplé dans le même temps.

Et, pour refuser une augmentation des subventions, Le Theule n'a rien trouvé mieux que de faire appel aux règlements de la Communauté européenne. Si le gouvernement subventionne trop les pêcheurs, cela faussera la concurrence, et les partenaires européens ne seraient pas d'accord, a-t-il expliqué en substance. Quel faux jeton ! Ces mêmes partenaires, gouvernement français y compris, admettent depuis des années de passer sous silence le racket continuel des grandes compagnies pétrolières, qui prélèvent leur énorme dîme sur l'ensemble de la population, et sur les pêcheurs en particulier. Car ce sont elles, qui par l'intermédiaire du Comité professionnel du pétrole, décident du prix du gazole-pêche. Pas possible de baisser le prix du carburant ? Quelle blaque ! 10,5 centimes de subvention par litre coûtent 53 millions au gouvernement. Les 40 centimes de rabais coûteraient donc au maximum 210 millions de francs. Une paille à côté des énormes profits des sociétés pétrolières.

Bertrand GORDES

Les trusts pétroliers peuvent payer

Total Petroleum North America, filiale de la Compagnie Française des Pétroles (CFP), annonce qu'elle va racheter Vickers Petroleum, une société américaine qui possède une raffinerie en Oklahoma, un réseau de pipelines et 350 stations-services. Prix d'achat : 245 millions de dollars, soit environ un milliard de francs, payés cash, précise la CFP.

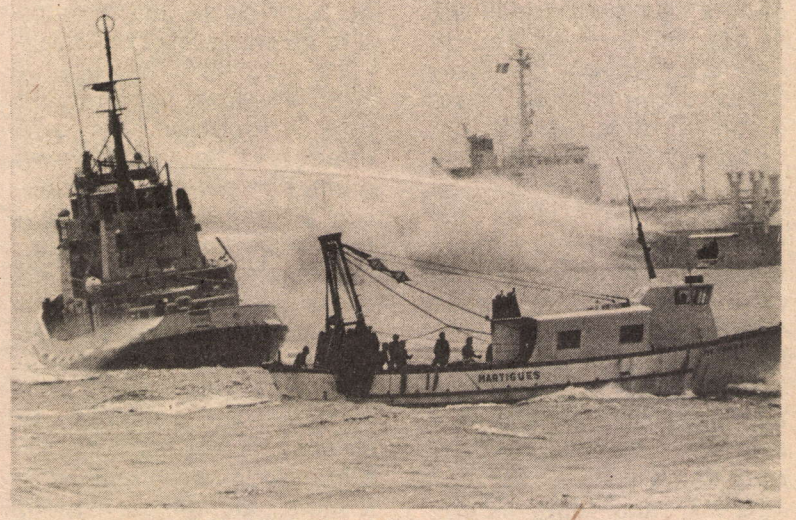
Il y a quelques mois, juste avant les vacances, c'est Elf-Aquitaine qui envisageait de lancer une offre publique d'achat sur la société Kerr Mc Gee (10% des réserves mondiales d'uranium, plus des réserves charbonnières représentant 75 ans de la consommation française).

L'accumulation des bénéfices des compagnies pétrolières françaises n'a en effet rien à envier — toutes proportions gardées — à celle de leurs congénères américains ou anglais. Elf-Aquitaine a fait 11,95 milliards de francs de bénéfices en 1979, quatre fois plus qu'en 1978, le groupe Total plus de 12 milliards, multipliant ainsi ses bénéfices par 13. Quant à l'année 1980, elle s'annonce encore meilleure pour les compagnies pétrolières.

Alors, le gouvernement français parle quand même d'augmenter les impôts des compagnies pétrolières en supprimant quelques avantages fiscaux qui leur sont concédés et en renforçant la fiscalité sur le pétrole extrait en France à Lacq et à Parentis. En effet, on ne peut pas dire dans ce cas que ce sont les pays de l'OPEP qui augmentent leurs prix.

Cet impôt devrait rapporter environ 2 milliards de francs en 1981 au lieu de moins de 500 millions en 1980. C'est peut-être quatre fois plus, mais c'est quand même une toute petite ponction par rapport aux bénéfices réalisés. En tout cas, c'est beaucoup, beaucoup moins que ce qui sera pris dans la poche du consommateur.

Pierre VERNANT



Un bâtiment de la Marine nationale force un barrage de chalutiers.

Bolivie :

L'armée massacre

Amnesty International a révélé que pour la seule ville minière de Caracoles, en Bolivie, 900 personnes auraient été massacrées le 4 août dernier, 18 jours après le coup d'Etat militaire.

L'armée a attaqué la ville à l'artillerie, avec des tanks et l'aviation, massacrant, pillant, violant. Dans tout le pays, c'est la terreur, la chasse à tous les militants syndicaux, à tous les militants de gauche ou simplement démocrates. Les exécutions sommaires ne se comptent plus, la torture est pratiquée à grande échelle. Simon Reyes, dirigeant communiste et responsable syndical, a été sauvagement torturé et est aujourd'hui en danger de mort en prison. Le stade de football de La Paz est devenu un camp de concentration.

Maître Joë Nordmann, revenant de La Paz avec une délégation de l'Association internationale des juristes démocrates, déclarait au journal *L'Humanité : « L'armée a tiré à Huanini, notamment sur des femmes et des enfants dans les maisons et devant la station de la radio »... « Les putchistes ont utilisé notamment des bandes de civils armés formées de policiers, de membres des groupuscules fascistes et de criminels des prisons »... « A la faveur du couvre-feu, ces bandes continuaient pendant notre séjour à perquisitionner, à arrêter des suspects ou ceux qui pouvaient les cacher, même des membres de leur famille. Des internés ont été affreusement maltraités, souvent par des spécialistes argentins »... « Toute association, tel l'ordre des avocats, est interdite et jusqu'aux boys-couts. Les universités du pays sont fermées ».*

Comme au Chili, comme en Argentine, les classes possédantes ont lancé l'armée contre les travailleurs. Elles ont passé outre le résultat des urnes, parce que celui-ci ne les arrangeait pas.

Dans tous les pays du monde, l'armée, la police sont des corps de répression spécialement entraînés non pour défendre le pays contre des agressions extérieures, de nos jours inexistantes dans l'immense majorité des cas, mais pour défendre le pouvoir des classes dirigeantes contre les aléas électoraux.

L'accession au pouvoir de ces tueurs professionnels n'est pourtant pas une fatalité. Mais ce qui rend ces catastrophes possibles, c'est que les partis libéraux, démocrates, communistes, créent l'illusion qu'un changement est possible par les voies parlementaires. En Bolivie, les communistes devaient participer au gouvernement. Aujourd'hui, ils sont tués, pourchassés, arrêtés, torturés ainsi que les militants syndicaux et démocrates. Et c'est bien cette illusion de changement par les élections qui rend la lutte contre les mercenaires des classes possédantes si inégale, car les travailleurs ne sont absolument pas prêts à affronter une telle lutte physique au lendemain d'élections. On leur dit qu'un bulletin de vote suffira alors que, de toute façon, il fallait des fusils. Et ceux qui ont entretenu ces illusions sont des assassins au même titre que les bourreaux, même s'ils sont eux-mêmes les victimes de leur politique.

Marie-Claude SOLAC

Salvador :

Une sanglante répression

Les témoignages sur les assassinats au Salvador ne se comptent plus. Il y a un mois une commission d'enquête française au Salvador affirmait que *« les médecins et les blessés étaient assassinés jusque dans les salles d'opération »*. Le 8 août, 40 victimes étaient dénombrées : cadavres mutilés découverts dans différentes localités du pays, jeunes gens décapités rassemblés au centre de la ville. Les assassinats sont signés des commandos de l'extrême-droite. *Le Monde* du 26/8 parle du massacre perpétré dans un village de 900 habitants en mai dernier et dont il ne reste presque plus personne : à Las Aradas, près de la frontière hondurienne, là où s'étaient réfugiés en janvier 1980 des opposants au régime, des coups de feu ont retenti le 14 mai au matin. Une femme Maria a raconté : *« J'ai pu voir beaucoup de soldats, des gardes nationaux et même des civils. Ils tuaient tout le monde, hommes, femmes et enfants. A un moment j'ai vu un garde national reconnaissable à son uniforme vert à boutons argentés jeter successivement deux bébés en l'air et les recevoir sur le fil de sa machette »*. Depuis l'état de siège décrété par la junte en mars dernier l'escalade de la violence et de la terreur ne cesse de se développer. Plus de 5 000 personnes ont été ainsi massacrées. Chaque jour a son lot de victimes qui se comptent par dizaines.

Les 12, 13 et 14 août, le Front Démocratique Révolutionnaire avait lancé un appel à la grève générale contre le génocide perpétré par la junte militaire et pour la levée de l'état de siège qui, d'après le Front Démocratrique Révolutionnaire, *« a été une couverture pour l'assassinat de 5 000 Salvadoriens »*. Ces journées se sont soldées par plusieurs centaines de morts. Les troupes gouvernementales appuyées par l'aviation auraient rasé un village entier à 50 km de San Salvador. Et depuis ce demi-échec de la grève, la junte militaire en profite pour intensifier la répression. L'état d'urgence qui vient de nouveau d'être décrété le 23 août accentue la terreur ; la tuerie est permanente. D'après les témoignages de la presse, tout village, tout quartier, toute région qui semblent un peu trop agités, peu sûrs aux autorités, doivent être « nettoyés » par les organisations para-militaires d'extrême-droite.

La junte militaire tente de liquider physiquement toute l'opposition.

Patricia MULLAN

Espagne :

Grève de la faim pour protester contre la faim

Pendant dix jours, 600 personnes se sont enfermées dans leur maison à Marinaleda (près de Séville) et ont cessé de se nourrir. Leur situation est tellement catastrophique que, quitte à souffrir de la faim, ils ont décidé qu'il fallait que ça se sache.

Et effectivement, cela a fait du bruit. En quelques jours toute la province était en mouvement : grèves de la faim, occupation de mairies, blocage de la route de Séville à Malaga, occupation d'une paroisse par plus de mille personnes pendant trois jours.

C'est dans toute la province de Séville que les journaliers agricoles sont frappés par le chômage chronique : ils sont 20 000 à être sans travail, attendant la récolte d'olives qui ne se fera qu'en décembre ou janvier.

En principe, ils reçoivent une allocation-chômage inférieure au salaire minimum, camouflée en rétribution de travaux communautaires comme l'entretien des routes ou les recherches archéologiques, quand ce n'est pas des tâches manifestement inutiles pour leur faire sentir qu'ils vivent aux crochets de la société. Ça a craqué à Marinaleda parce que, pour le mois prochain, ils avaient reçu en tout 1 000 pesetas par famille, soit 60 francs !

Face au mouvement, le gouvernement a annoncé d'abord un envoi de 100 millions de pesetas à la province pour payer de nouveaux « travaux communautaires » mais la somme a été considérée comme ridicule par les journaliers. Finalement, comme par enchantement, le ministre du Travail a découvert qu'il disposait en fait de 375 millions de pesetas « sans destination particulière » et qu'il pouvait promettre aux journaliers qu'ils toucheraient de l'argent jusqu'à la récolte d'olives.

En Andalousie, les trois-quarts des terres sont exploitées par de grands propriétaires. Alors que la population ne peut obtenir de terres à cultiver, un grand nombre de terres ne sont ni irriguées ni cultivées. Aucun gouvernement n'a voulu s'attaquer à ce problème, c'est-à-dire s'attaquer aux possédants : question explosive qui avait mené en 1936 aux occupations de terres. Depuis, rien n'est changé, si ce n'est que la mécanisation a contribué à grouper les terres dans les mains des plus gros propriétaires et a permis de se passer de plus en plus des journaliers. Et du fait du chômage général, ceux-ci n'ont même pas la possibilité d'émigrer vers les villes pour trouver du travail.

La menace d'une révolte générale des ouvriers agricoles du sud de l'Espagne est bien réelle, d'autant que dans ce dernier mouvement, ils ont obtenu de réels succès : l'organisation démocratique de la lutte en assemblée générale de village, et le soutien de l'ensemble de la population.

Le mouvement de grève de la faim s'est arrêté mais les ouvriers agricoles menacent toujours d'occuper les terres inutilisées si satisfaction ne leur est pas donnée.

Roger PAROT

POLOGNE

La force et les limites du mouvement des travailleurs.

Le gouvernement polonais semble prêt à rechercher un compromis avec les travailleurs de Gdansk, et au travers d'eux avec tous ceux du pays. En tout cas, la détermination des grévistes reste jusqu'ici entière et ils continuent de réclamer, principalement, le droit à la liberté syndicale et à la liberté d'expression. De son côté, le gouvernement hésite à faire cette concession, car elle ouvrirait une brèche où la critique du régime pourrait s'engouffrer. Il a bien été contraint de reconnaître de fait le Comité de grève inter-entreprises des travailleurs de Gdansk. Mais il y a évidemment un pas entre cette concession de fait, sous la pression du rapport de forces, et la reconnaissance explicite de la liberté syndicale dans un pays où n'existe qu'un syndicat officiel reconnu, mis en place et contrôlé directement par le pouvoir.

Le gouvernement polonais fera-t-il finalement cette concession ? Ce serait un recul politique de taille. Car l'épreuve de force entre les travailleurs polonais et le gouvernement est bien politique. Revendiquer la liberté syndicale dans un pays où règnent la dictature policière, le parti unique, le syndicat unique, c'est, de fait, vouloir faire une brèche dans cette dictature en obtenant une liberté d'organisation et une liberté d'expression incompatibles avec le régime.

Le compromis, pourtant, est peut-être possible, au moins momentanément. Le gouvernement polonais, au fond, est déjà contraint de reconnaître, dans les faits, les droits des travailleurs polonais. Car ceux-ci exercent d'ores et déjà le droit de grève et leur droit à s'organiser et à s'exprimer.

Ce qui rend sans doute le compromis possible, c'est le fait que le gouvernement polonais peut aujourd'hui constater que les hommes qui sont à la tête du mouvement gréviste sont des hommes modérés, se disant prêts à jouer un rôle purement syndical et affirmant le caractère non politique du mouvement. Les dirigeants polonais, du coup, peuvent espérer trouver une formule permettant d'intégrer ces hommes à un jeu syndical dans le cadre du régime.

Mais, même si un tel compromis survient, il ne supprimera pas le caractère politique du conflit en cours. Même si un certain nombre de droits sont finalement explicitement reconnus aux travailleurs polonais, la lutte pour les faire respecter prendra, tout comme aujourd'hui, le caractère d'une épreuve de force avec un régime qui ne peut admettre la libre expression d'une opposition, fût-elle purement économique, purement syndicale.

A ces implications politiques du mouvement des travailleurs polonais, s'ajoute le problème posé par la présence de l'URSS, et la menace d'intervention des troupes russes qui plane en permanence, en Pologne comme dans tous les autres pays de l'Est.

D'ailleurs, cette présence de l'URSS compte dans la conscience de la classe ouvrière polonaise et contribue à l'unifier. Les travailleurs et toute la population polonaise ont — à tort parfois mais souvent à raison — le sentiment d'être victimes de l'oppression politique et aussi économique du voisin russe. Si le prix de la viande augmente, si l'on manque de denrées, c'est peut-être parce que les Russes prennent tout !

C'est donc bien une lutte politique que doivent mener aujourd'hui les travailleurs polonais, même si, par conscience du rapport de forces et de ce qu'il est possible ou non d'obtenir, les hommes qui dirigent ce mouvement cherchent à en nier le caractère politique. Et la question se pose : dans quelle mesure cette lutte, qui oppose la classe ouvrière à un pouvoir qui s'affirme « prolétarien » et « socialiste », va-t-elle dans le sens du socialisme, du véritable socialisme ?

Cette lutte va dans le sens du socialisme, oui, dans la mesure où il n'y a pas de socialisme sans démocratie, sans le droit des travailleurs à s'exprimer, à s'organiser, à juger et à contrôler ceux qui s'expriment en leur nom. Dans cette mesure-là, la simple lutte pour la liberté syndicale va dans le sens du socialime, même si les travailleurs n'en ont pas conscience et même s'ils pensent que cette liberté est à l'opposé du socialisme, parce qu'ils ne connaissent de celui-ci que la consternante caricature que sont les régimes d'un Gierek ou d'un Brejnev. Même si les travailleurs polonais n'ont en vue, lorsqu'ils luttent pour la liberté syndicale, que l'exercice de ce droit dans le cadre d'un régime démocratique bourgeois, à l'exemple des Etats occidentaux. Car même cette démocratie bourgeoise, avec toutes les restrictions aux droits des travailleurs qu'elle implique, n'est finalement guère plus éloignée du socialisme que la dictature policière que connaît la Pologne.

C'est pourquoi les révolutionnaires socialistes soutiennent, sans aucune restriction, la lutte que mènent aujourd'hui les travailleurs polonais, y compris dans les formes, les revendications, les objectifs qu'elle se donne aujourd'hui, même lorsqu'ils revendiquent que la messe soit télévisée. Car le socialisme est impossible sans cette participation des travailleurs à l'organisation, à la démocratie, à la libre expression et la libre discussion. Et la lutte des travailleurs polonais contre l'Etat polonais pour faire reconnaître et imposer leurs droits est un combat socialiste de fait. Mais les travailleurs polonais en lutte ne réclament pas plus de socialisme. Ils ont plutôt le sentiment de mener une lutte nationale pour la liberté des Polonais, contre la tutelle russe et contre ses représentants polonais. Ce n'est pas « l'Internationale » qu'ils chantent aujourd'hui, c'est l'hymne national polonais. Et, s'il est une force politique par laquelle ils se sentent représentés, c'est avant tout par l'Eglise catholique polonaise et le pape.

Dans la situation d'aujourd'hui, dans les possibilités immédiates et à long terme qu'ouvre le mouvement des travailleurs polonais, ces sentiments politiques de la classe ouvrière polonaise posent au moins autant de limites que n'en pose le rapport de forces avec l'Etat polonais et son protecteur russe.

Mais s'il faut reprocher cette situation, aujourd'hui, à quelqu'un, ce n'est certes pas aux travailleurs polonais ; c'est aux bureaucrates russes et polonais et à l'effroyable image qu'ils donnent, aujourd'hui, du socialisme et du communisme.

André FRYS

Gierek parle de démocratie mais fait arrêter les dissidents

Alors que les autorités polonaises font des gestes d'apaisemen en direction des grévistes, elles ont par contre fait arrêter plusieur dissidents et plus particulièrement les membres les plus actifs d KOR (Comité d'Autodéfense Sociale), ce comité créé en 1976 pou aider à la défense des ouvriers d'Ursus et de Radom victimes de l répression et qui, au début de la grève actuelle, a joué un certain rôle notamment pour faire connaître à l'extérieur les mouvements.

Certes dans cette répression, les autorités polonaises semblen pour l'instant avancer à pas feutrés : arrestation, libération, réarresta tion, en invoquant à chaque fois des prétextes futiles pour cacher l caractère poiitique de l'arrestation, en respectant formellement l légalité (notamment le délai de garde à vue).

Mais toujours est-il que le gouvernement se débrouille pour ga der sous les verrous et à l'écart du mouvement gréviste les plu connus des dissidents. En particulier le principal animateur du KOR Jacek Kuron a été arrêté une première fois mercredi 20 août, pour n'être relâché que quelques instants le vendredi suivant (afin de res pecter le délai maximum de garde à vue de 48 heures) avant d'être réa rêté. Le même scénario d'une libération de quelques minutes a été répété 48 heures plus tard le dimanche 24 août. Et aux dernières infor mations données par la presse, le lundi 25 août, le lendemain du dis cours de Gierek promettant plus de liberté, Kuron et une douzaine de ses camarades étaient toujours en prison.

Une belle illustration de la démocratie promise par Gierek.

O. B

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEUR

Remaniements et promesses : des concessions ou une tentative pour leurrer les travailleurs ?

Devant la détermination des grévistes, le gouvernement polonais est contraint de multiplier les concessions.
Photo du haut : le vice-Premier ministre aux côtés de Lech Walesa, leader du Comité de grève. Mais la grève ne faiblit pas. Photo du bas : un piquet à la gare routière de Szczecin.

Face aux grévistes, à leur détermination, le gouvernement polonais a donc dû faire une première série de concessions : le discours du Premier ministre, Babiuch, le vendredi 15 août comme celui de Gierek lui-même le dimanche suivant avaient été accueillis dans l'indifférence par les grévistes ; les tentatives de division du mouvement par des négociations usine par usine avaient elles aussi échouées : les comités de grève locaux renvoyaient les négociateurs au MKS (Comité de grève inter-entreprises) où les « propositions Pyka » (du nom du vice-Premier ministre chargé de mener ces négociations) avaient mauvaise presse : on se battait pour gagner tous ensemble.

Bref, il a bien fallu que le gouvernement polonais change son fusil d'épaule : jeudi 21 août Pyka était remplacé par un autre négociateur qui, deux jours après, entamait les premières négociations avec le MKS à Gdansk. Mais surtout, dimanche soir, Gierek reprenait la parole à la télévision, cette fois pour annoncer des décisions prises lors d'une réunion extraordinaire du comité central du POUP (Parti Communiste Polonais) et qui étaient autant de concessions faites aux grévistes.

La plus spectaculaire, bien sûr, était le considérable remaniement annoncé au sein du gouvernement et de la direction du parti : le Premier ministre E. Babiuch était destitué de ses fonctions et éliminé par la même occasion du bureau politique du parti ; quatre autres hauts dirigeants étaient également mis à l'écart dont Pyka, l'ex-vice-Premier ministre qui avait été chargé des premières tentatives de négociations, et Szydlak, bouc émissaire lui aussi tout trouvé puisque principal dirigeant de la centrale syndicale contestée par les grévistes.

Il était vrai que si ces destitutions sont spectaculaires, remplacer les têtes usées par des têtes nouvelles est une façon bien classique de sembler renouveler sans forcément changer le fond de la politique. D'autant plus que si les émeutes de 1956 avaient vu l'arrivée de Gomulka au pouvoir, si les grèves de 1970 avaient amené le remplacement de celui-ci par Gierek, cette fois le principal responsable de la politique, Gierek, reste pour l'instant toujours en place. Il se contente d'offrir la tête de son président du Conseil et de quelques collègues. Quant aux nouveaux promus, présentés par la presse comme des hommes plus souples, ils sont avant tout des responsables de longue date de l'appareil et dont le passé ressemble à s'y méprendre à celui des hommes qu'ils remplacent.

Ce remaniement, pour spectaculaire qu'il soit, annonce-t-il une intention réelle de faire des concessions aux grévistes ou est-il simplement un changement de façade destiné à mieux duper les travailleurs, c'est la suite des événements qui le montrera. Mais surtout c'est la détermination des grévistes qui en décidera.

Pour l'instant, en tout cas, tout au moins à en croire les reportages des journaux, il ne semble pas, fort heureusement, que les grévistes se fassent trop d'illusions sur les nouvelles personnalités promues. « En 1956 j'ai accueilli l'arrivée de Gomulka avec enthousiasme » **explique, d'après le reporter du journal** Le Monde, **une ouvrière.** « J'ai été déçue. En 1970, j'ai accueilli celle de Gierek avec espoir. J'ai été déçue. Aujourd'hui je n'ai confiance qu'en nous-mêmes, qu'en notre force ». **Et le journal** Libération **cite ces propos d'un autre gréviste de Gdansk :** « Au parti c'est toujours la même musique : il n'y a que les noms qui changent, la ligne reste la même. Quant à nous nous voulons des changements, de vrais changements ».

Et le même reporter du Monde **cite le commentaire du principal dirigeant du Comité de grève, Lech Walesa :** « La politique ne m'intéresse pas. Les changements de personnes non plus, et je ne connais d'ailleurs pas ces hommes. Ce que nous voulons, c'est obtenir satisfaction sur les libertés syndicales... ». **Quoi que semble en dire Walesa, revendiquer la liberté syndicale, c'est bien sûr de la politique, et ce serait un changement politique bien plus important que tous les changements de personnel au sein des instances du parti et de l'Etat.**

Et justement, sur les principales préoccupations des grévistes, les changements annoncés dimanche soir par Gierek ne restent pour l'instant qu'à l'état de simples promesses. Libertés syndicales ? La réponse de Gierek est que tout doit continuer à passer par le syndicat officiel, mais il promet que dans toutes les entreprises qui le demanderaient on pourra procéder à la réélection des instances dirigeantes du syndicat, par un vote à bulletin secret avec possibilité de plusieurs candidatures. Ce n'est pas encore le droit pour les ouvriers de s'organiser indépendamment comme ils l'entendent. C'est d'ailleurs entre autres sur ce point qu'ont butté, mardi 26 août, les premières négociations.

Quant à la promesse que ces syndicats évolueraient « vers une défense authentique des intérêts des travailleurs », **mis à part l'aveu qu'aujourd'hui les syndicats ne défendent donc pas très authentiquement les travailleurs, cela n'engage pas les dirigeants polonais à grand-chose.**

Sur le plan économique, Gierek ne s'est pas non plus trop avancé, assurant seulement les ouvriers que le nouveau gouvernement s'efforcerait de « changer la structure de la production afin de satisfaire les besoins de la population et limiter encore davantage les investissements » **(cause de l'endettement du pays et du renchérissement de la vie). D'autre part, il promet des** « efforts pour accroître la production agricole du pays ».

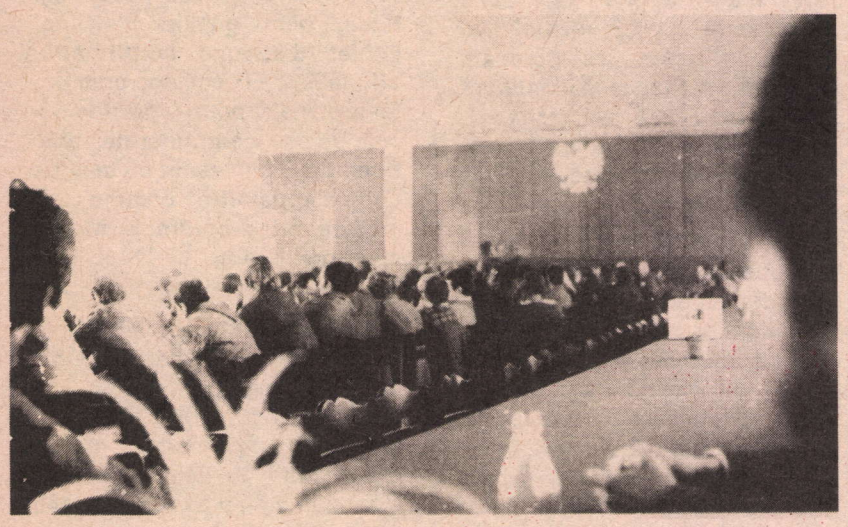
Mais des promesses de ce genre, les ouvriers polonais en ont déjà entendues, et dans la bouche même de Gierek, en particulier lors de son accession au pouvoir au lendemain des grèves de 1970, et pour le moment ces promesses ne semblent pas arrêter les grèves, bien au contraire, puisqu'elles semblent s'étendre à travers le pays.

Olivier BELIN.

POLONAIS

DES GRÉVISTES DÉTERMINÉS

La grève des conducteurs de bus de Gdansk



Le Comité de grève des chantiers navals en discussion avec la direction (photo du haut). Au fur et à mesure des négociations, les travailleurs sont informés par haut-parleurs ou par tracts (photo du bas).

La presse française ne s'est pas contentée de relater les événements de Pologne ; elle a aussi largement fait état des réactions au jour le jour des grévistes, de leurs réflexions, de leur état d'esprit. Certes, tout cela est vu à travers les yeux de journalistes occidentaux dont l'objectivité n'est pas toujours à toute épreuve. Mais les témoignages publiés par l'ensemble de la presse se recoupent suffisamment, et surtout ils vont tellement dans le même sens, qu'ils paraissent bien significatifs de la situation qui s'est créée en Pologne, et notamment de la situation du gouvernement, contraint de faire des concessions qui auraient été inimaginables il y a un mois.

Toute la presse a noté, d'ailleurs, que ce gouvernement a dû également changer de ton à l'égard des grévistes. Il n'est plus question d'*« éléments antisocialistes »*, *« antisociaux »*, etc. Les dirigeants polonais ont subitement découvert les vertus de l'autocritique. A la suite du discours de Gierek, le dimanche 24, où il reconnaissait que des *« erreurs »* avaient été commises, c'est le premier secrétaire du parti de Gdansk qui a renchéri sur le même thème : *« Les grévistes n'ont à aucun moment entrepris d'actions dirigées contre le pouvoir populaire, les bases de l'Etat ou les alliances de la Pologne »*. Les causes des événements de Gdansk sont les *« frustrations de la population »*, les *« erreurs de planification »*, les *« fautes de gestion »*, la *« bureaucratie, notamment dans les syndicats »*.

Du côté des travailleurs, aussi bien ce changement de langage que les remaniements dans le parti et le gouvernement, provoquent surtout le scepticisme, voire l'indifférence.

Un peu partout, les ouvriers déclarent qu'ils ne s'intéressent pas à ce qui se passe à la tête du parti ou du syndicat officiel. Un peu partout aussi, on entend parler du Comité inter-entreprises comme de l'*« authentique pouvoir ouvrier »*.

Les grévistes se reconnaissent véritablement en lui. Les négociations continuent d'être retransmises par haut-parleurs. Des centaines de personnes ont ainsi pu suivre les pourparlers entre le présidium du comité et les envoyés du gouvernement, le samedi 23, puis le mardi 26 août. Les ouvriers présents enregistraient même ces négociations sur mini-cassettes, qui étaient ensuite envoyées aux autres usines en grève !

Le samedi 23, le porte-parole du gouvernement, Jagielski, a cherché à gagner du temps, à ne s'engager à rien et à ne faire que des réponses évasives sur chacune des 21 revendications du Comité inter-entreprises. Sur le droit de grève, il a déclaré que ce n'était pas de son ressort, mais de celui du Parlement. Pas de son ressort non plus, le rétablissement des communications téléphoniques entre Gdansk et Varsovie, que les grévistes posaient comme préalable aux négociations. Sur la liberté d'expression, il a affirmé que le gouvernement avait déjà accordé tout ce qui pouvait l'être mais qu'il n'était pas question d'abroger la censure, indispensable selon lui à la société socialiste.

Sur le problème des prisonniers politiques enfin, le représentant du gouvernement nie qu'il y en ait : *« Les trois personnes citées dans votre liste de revendications ont été condamnées pour des affaires criminelles par des juges indépendants et après un procès équitable. Il n'y a pas de prisonniers politiques dans notre pays »*. Réponse de Walesa, le porte-parole du comité, *« J'ai assisté à des procès de ce genre. Ils étaient truqués (...) Moi aussi, j'ai été arrêté plusieurs fois. D'ailleurs, ma maison est surveillée »*. Ces réponses de Walesa étaient ponctuées par les applaudissements des huit cents délégués et des milliers de grévistes réunis dans les chantiers navals.

Ces négociations avaient lieu la veille du comité central du parti où les dirigeants polonais se virent contraints de faire aux grévistes des concessions qu'ils leur refusaient la veille, notamment sur les élections syndicales, sur le droit de grève, sur le rétablissement des communications téléphoniques. Il est vrai que ces concessions sont surtout symboliques, quand elles ne se réduisent pas à de simples promesses.

Mais les travailleurs polonais, comme ils ne cessent de le répéter eux-mêmes, ne semblent pas prêts, après les expériences de 1956, 1970 et 1976, à se laisser payer de promesses ou de simples changements de personnes. Sur leur principale revendication : la reconnaissance du droit à des syndicats indépendants, ils restent inflexibles. Non seulement la grève n'a pas faibli après le dimanche 24 août, mais elle s'est même encore étendue.

Et un jeune ouvrier des chantiers Lénine résumait bien l'état d'esprit des grévistes en déclarant, à la suite des premières négociations du samedi 23 août : *« Il* (le représentant du gouvernement) *n'a rien compris. Il croit que nous sommes des ânes, qu'on peut nous rouler facilement. Et il oublie que nous avons eu les expériences de 1956, de 1970 et de 1976 et que nous sommes instruits et que nous avons fait des écoles. Cela ne fait rien : ils finiront par comprendre »*.

J.-L.C.

Deux mois de luttes ouvrières

— *1er et 2 juillet : premières grèves à Ursus, dans la banlieue de Varsovie, pour protester contre l'augmentation du prix de la viande.*
— *10 juillet : une trentaine d'entreprises sont en grève.*
— *16 juillet : grèves à Lublin.*
— *Début août : grève d'une semaine des éboueurs de Varsovie.*
— *14 août : grève des chantiers navals Lénine à Gdansk, pour protester contre le licenciement d'Anna Walentynowicz, militante des syndicats libres.*
— *16 août : création du Comité de grève inter-entreprises de Gdansk qui élabore un cahier de 21 revendications, en tête desquelles vient la reconnaissance des syndicats libres (indépendants des syndicats officiels et du parti).*
— *Lundi 18 août : l'envoyé du gouvernement, Pyka, refuse de négocier avec le Comité inter-entreprises de Gdansk. Les grévistes, eux, refusent de négocier usine par usine comme Pyka le propose.*
— *Mardi 19 août : un autre représentant du gouvernement accepte d'entamer les négociations avec le Comité inter-entreprises de Szczecin, une autre ville du nord du pays.*
— *Mercredi 20 août : arrestation de Jacek Kuron et d'une quinzaine d'autres membres du KOR, le Comité d'Autodéfense Sociale, formé en grande partie d'intellectuels dissidents.*
— *Vendredi 22 août : Jagielski, nouveau négociateur du gouvernement nommé à la place de Pyka, accepte une entrevue avec trois dirigeants du Comité inter-entreprises de Gdansk.*
— *Samedi 23 août : première négociation entre Jagielski et le Comité inter-entreprises de Gdansk. Aucun résultat concret n'en sort, mais les grévistes ressentent comme une victoire la reconnaissance de leur comité par le gouvernement. Le Comité inter-entreprises de Gdansk demande comme préalable à la reprise des négociations le rétablissement des communications téléphoniques entre Gdansk et Varsovie, ainsi que la retransmission radiodiffusée des négociations.*
— *Dimanche 24 août : réunion du comité central du Parti Ouvrier Unifié Polonais. Le Premier ministre Babiuch est démis de ses fonctions ; un important remaniement a lieu à la tête du parti. Entre autres, le président du conseil central des syndicats et le secrétaire à la propagande sont limogés et écartés du bureau politique.*

Dans une allocution télévisée, Gierek promet des élections syndicales libres, mais dans le cadre du seul syndicat officiel.

L'évêque de Gdansk, tout en déclarant « comprendre » *les grévistes, les appelle à reprendre le travail.*

— *Lundi 25 août : une trentaine de journalistes (y compris des journaux communistes) protestent contre les* « fausses informations » *diffusées par la presse polonaise au sujet des événements de Gdansk et contre* « les obligations qui leur sont imposées » *(allusion à la censure).*

Le gouvernement fait établir des sauf-conduits pour des intellectuels dissidents leur permettant de se rendre à Gdansk, espérant sans doute qu'ils exerceront une influence modératrice sur les grévistes.

— *Mardi 26 août : les communications ayant été rétablies entre Gdansk et Varsovie, les négociations reprennent entre le Comité inter-entreprises et les envoyés du gouvernement. Ceux-ci promettent la reconnaissance du droit de grève.*

POLOGNE

Le «soutien» de l'Eglise aux grévistes: il faut savoir terminer une grève!

Au chantier naval Lénine de Gdansk, des milliers de grévistes assistent aux services religieux. L'Eglise prêche aux travailleurs la patience voire la résignation.

Il aura fallu un mois et demi à L'Humanité *pour qu'elle se mette à l'écoute des travailleurs. Il aura fallu en fait que Gierek, contraint par les grèves, affirme lui-même qu'il « faut écouter la voix des travailleurs ».*

Mardi 26 août, le cardinal Wyszinski, primat de Pologne, s'est adressé, à l'occasion du pélerinage traditionnel à la Vierge Noire de Czestochowa, au peuple polonais, et bien-sûr avant tout aux grévistes. Après la lecture d'un message du pape où celui-ci affirmait une fois de plus qu'il était *« par l'esprit et par la prière »* avec ses compatriotes, paroles et prières qui peuvent ainsi satisfaire les compatriotes de tous bords, le chef de l'Eglise polonaise a, lui, en terme clair appelé les grévistes, au nom de l'intérêt de la nation, à la modération, à l'ordre et au travail.

Pour le cardinal, ouvriers et bureaucrates devraient se comprendre : *« Il faut se garder de s'accuser mutuellement »* et les Polonais *« sont tous coupables... Aucun de nous n'est sans péché... »*. Et la conclusion de ce sermon au nom de *« nos responsabilités envers notre patrie »* est simple : *« Bien que l'homme ait droit au repos et bien qu'il ait le droit, quand il n'y a pas d'autre moyen, de souligner l'importance de l'être humain, fût-ce en s'abstenant de travailler, sans le travail, il n'y a pas de bien-être... »* alors *« il ne faut pas trop exiger, pourvu qu'il y ait de l'ordre en Pologne, d'autant plus que les revendications, si elles sont justes, et en général elles le sont, ne peuvent jamais être satisfaites sur le champ »*.

On s'étonnera moins évidemment que le discours du cardinal ait été, le soir même, repris sur les ondes de la radio-télévision, même si une telle audience donnée par la radio polonaise à l'Eglise est, paraît-il, un fait sans précédent. Cet appel fait d'ailleurs suite aux appels à la modération déjà lancés, le vendredi précédent, par l'épiscopat polonais et le dimanche dans le sermon de l'évêque de Gdansk. Même si c'est en affirmant plus ou moins son soutien aux grévistes, l'Eglise polonaise met donc tout son poids à les calmer. *« Le "compromis historique" entre l'Eglise et l'Etat vient d'être réalisé, et cela en pays communiste »* se félicite le journal *Le Figaro*. Et il est vrai que Wyszinski tente de rendre là un fier service à Gierek.

Car, du poids, l'Eglise en a certes en Pologne, pays à majorité catholique. Et tous les reporters occidentaux avaient depuis le début du mouvement tenu à souligner la présence des portraits du pape sur les grilles des chantiers navals de Gdansk ainsi que la forte participation des grévistes aux messes célébrées en plein-air. Le principal dirigeant du Comité de grève inter-entreprises (MKS) de Gdansk, Lech Walesa, est un militant chrétien ainsi que certains des intellectuels venus cette semaine servir de conseillers au Comité de grève parmi lesquels le directeur de la revue catholique *Wiez*, Mazowieski, ou un autre intellectuel catholique, Cyvinski, que le journal *Le Matin* présente comme *« un ami du pape »*.

Et si l'Eglise polonaise a connu jusqu'en 1956 une période de froid avec le régime polonais, avec la nationalisation de biens d'Eglise, la fermeture des écoles religieuses et l'emprisonnement du cardinal Wyszinski, depuis 1956 elle a acquis vis-à-vis du régime une certaine liberté et une place qu'elle ne tient pas à perdre. Mais surtout l'Eglise, en Pologne comme ailleurs, reste avant tout partisane de l'ordre, prêchant aux exploités la patience, sinon la résignation. Et si, à l'image d'ailleurs des gouvernements occidentaux, les difficultés d'un gouvernement d'un pays de l'Est ne lui déplaisent pas, lorsque ces ennuis viennent de la classe ouvrière, l'Eglise préfèrerait qu'ils n'aillent pas trop loin : mieux vaut encore pour elle un Gierek (à qui on pourrait en plus marchander son aide) que les ouvriers, même catholiques qui revendiqueraient un peu du pouvoir politique.

Olivier BELIN

«L'Humanité» et les travailleurs polonais

Mercredi 27 août, le quotidien du PCF, **L'Humanité,** titrait : **« Les revendications ouvrières prises en compte ».** L'article qui suivait mentionnait que de nouvelles grèves avaient éclaté sur la Baltique à Koszalin et dans le sud-est dans la région de Rzeszow. Il précisait aussi que **« dans un certain nombre d'usines qui n'ont pas cessé le travail, des comités de grève totalement indépendants de l'organisation syndicale »,** ont été créés.

Quelques lignes plus loin, on pouvait lire : **« le mot d'ordre de syndicats « libres » revient de plus en plus souvent ».** A propos du plénum du conseil central des syndicats, **L'Humanité** précisait qu'on va **« beaucoup discuté sur la nécessité de rendre aux syndicats leur fonction première : défendre réellement les travailleurs »,** des travailleurs qui demandent **« une représentativité réelle des directions syndicales et leur élection démocratique ».**

Apparemment donc, et ceci depuis quelques jours, le quotidien du PCF se veut parfaitement à l'aise pour parler de ce qui se passe en Pologne, pour reconnaître — même à reculons — que tout n'y allait et n'y va pas toujours pour le mieux, que la démocratie n'y est guère respectée et la classe ouvrière guère plus consultée. Ce changement de ton ne passe pas inaperçu quand on le compare aux premières et maigres informations que donnait **L'Humanité** en juillet et début août sur les grèves en Pologne. C'est ainsi que le 6 août, par exemple — plus d'un mois après le début des grèves — ce journal expliquait que le mouvement gréviste était dû à une sorte d'excès de prospérité **« lié au développement rapide »** du pays. En clair, les travailleurs polonais étaient en quelque sorte victimes d'une indigestion de bonheur dans ce quasi-paradis socialiste qu'aurait été la Pologne. Charles Fiterman, qui fait figure de numéro 2 du PCF, n'avait-il pas écrit dans **L'Humanité** du 22 février que **« dans le passé les Polonais venaient en France par milliers pour trouver du travail. Aujourd'hui, les Français vont devoir aller en Pologne » !**

On peut donc se demander ce qui aurait soudain ouvert les yeux des rédacteurs de **L'Humanité,** alors que depuis des semaines ce journal se bornait, en guise d'information, à citer ou à paraphraser les dirigeants de Varsovie. On a beau chercher, la seule explication que l'on trouve c'est que le gouvernement polonais lui-même a changé de ton et d'attitude devant le renforcement des grèves et la détermination des ouvriers de Gdansk.

Si désormais **L'Humanité** cite parfois des propos de grévistes, voire de membres du Comité de grève inter-entreprises de Gdansk, si le 26 août elle titrait : **« A l'écoute des travailleurs »,** c'est que, depuis le 24 août, Gierek proclame qu'il **« faut écouter la voix des travailleurs ».** Mais pour que Gierek et le PCF se mettent à écouter la voix des travailleurs, il a quand même fallu que plusieurs centaines de milliers de grévistes polonais répètent leurs revendications pendant... un mois et demi !

Par ailleurs, **L'Humanité** n'a parlé qu'une seule fois, le 22 août — et en quels termes hypocrites ! — de **« l'information selon laquelle 14 dissidents, dont le dirigeant du KOR, K. Kuron, auraient été arrêtés »,** information **« tenue pour certaine, bien qu'elle n'ait fait l'objet d'aucune confirmation officielle ».** Et ceci, non pour protester, mais pour regretter que cela puisse **« entraîner des réactions dans la mesure où cela risque d'apparaître comme une mesure prise contre le mouvement gréviste ».**

Le 27 août, elle écrivait en première page : **« A Gdansk on discute, au Havre on frappe ».** Bien sûr, pour cette fois, c'est vrai. Mais si le gouvernement de Gierek discute au lieu de frapper, c'est parce qu'il a peur des réactions des grévistes après avoir fait la sourde oreille aux grèves pendant plus d'un mois. Et il s'agit d'un gouvernement prétendument communiste qui ne reconnaît pas le droit de grève ! Comme si **L'Humanité** ignorait que le gouvernement Gierek, voici quatre ans, a envoyé la troupe et la police contre les grévistes d'Ursus et de Radom ! Comme si le quotidien du PCF pouvait ignorer que les grévistes de Gdansk réclament aujourd'hui, qu'on élève un monument à la mémoire de leurs camarades massacrés par la police de la Pologne « socialiste », lors des grèves de 1970 !

Pierre LAFFITTE.

QUELQUES LIVRES A LIRE...

Signalons qu'en page 15, nous publions une liste de livres, romans ou témoignages sur la vie quotidienne et sur l'histoire du mouvement ouvrier en Pologne.

dans les entreprises...

Dufour - Montreuil (Seine-Saint-Denis)

Les 681 employés luttent contre leur licenciement

Cela fait maintenant près d'un mois et demi que les travailleurs de l'entreprise Dufour, à Montreuil, sont entrés en lutte contre leur licenciement. Cette entreprise qui, l'an dernier, occupait 681 personnes, était la neuvième entreprise de machines-outils française, avec un chiffre d'affaires de 86 millions de francs.

Après avoir investi 30 millions de francs dans un projet de lancement d'une machine-outil moderne, qui devait d'après ses dires, relancer la société, le patron n'a pu obtenir ni les subsides de l'Etat ni les aides bancaires qu'il avait recherchés. Alors le 8 juillet dernier, les ouvriers apprenaient que leur paye allait être retardée, et le 15 juillet, Dufour donnait sa démission ; le lendemain, c'était le dépôt de bilan de l'entreprise et le licenciement de tous les employés.

Ainsi, après s'être enrichi pendant des années sur le dos de ses ouvriers, parce qu'il n'a pas pu réussir la nouvelle affaire qu'il projetait ou n'avait pas obtenu de l'Etat les subventions qu'il désirait, le patron met la clé sous la porte.

Certes, il ne s'agit pas là de discuter pour savoir si l'entreprise pourrait oui ou non être rentable pour Dufour ou un autre patron éventuel, ni si sa fermeture est, comme le dit la CGT, le résultat de « la volonté délibérée du gouvernement de brader l'outil français », **pour** « renforcer la position déjà prépondérante des Allemands ». **Mais les travailleurs de l'entreprise qui sont entrés en lutte et ont décidé d'occuper l'entreprise, ont tout notre soutien.**

Nous publions ci-dessous le point de vue d'un ouvrier de chez Dufour, syndiqué CFDT, qui raconte non seulement comment a démarré le mouvement, mais aussi comment pendant des années Dufour a tiré le maximum de profits du travail de ceux qu'aujourd'hui il voudrait jeter purement et simplement à la rue.

Comment a commencé la grève ?

— « On s'est mis en grève le 15 juillet, en occupant l'usine, pour s'opposer aux licenciements et empêcher le déménagement des machines et des stocks pendant les vacances. Cela faisait plusieurs jours qu'on se doutait que ça n'allait pas mais le patron qui méprise les ouvriers et les syndicats, a attendu le dernier jour pour nous raconter son histoire de faillite !

Pourtant on ne peut pas dires que ses affaires marchaient mal, ses carnets de commandes étaient pleins pour plusieurs mois, toutes les fraiseuses que tu vois-là valent chacune dans les 30 briques et ont toutes déjà leur carte d'identité, leur client quoi. Il y en a deux là-bas qui devraient être parties depuis longtemps, mais on a refusé de les laisser sortir ; elles sont destinées à l'Afrique du Sud. En tout cas, les banques ont exigé le remboursement immédiat de tous les prêts à court terme et l'Etat a refusé le second prêt auquel il s'était engagé, la mise en liquidation a été déclarée et depuis juillet c'est le syndic qui nous paie ».

Quelles étaient les conditions de travail avant la grève ?

— « Dufour c'était le patron de choc, qui ne se gênait pas pour nous faire faire 40 heures pendant des mois, et puis, du jour au lendemain, on apprenait qu'il fallait en faire 47 ou 50. Certains d'entre nous ont même travaillé 58 heures par semaine. La hiérarchie des salaires, c'était vraiment à la tête du client, mais en gros un OS était payé au SMIC et un P 1 gagnait de 2 600 à 2 9OO F.

On n'avait aucun avantage social, pas de treizième mois, des WC infects et pas de douches. Pourtant il y a des ateliers, comme l'ébarbage, où quand tu en sors c'est comme si tu sortais de la mine. Rien n'est prévu en cas d'incendie, pas de fléchages, pas de plan d'évacuation, et des extincteurs invisibles. Une fois, il y a eu une lettre de l'inspecteur du travail, il y en avait trois pages ».

Et maintenant, que comptez-vous faire ?

« Maintenant l'espoir pour nous c'est qu'en septembre, quand on sera tous au complet, là on pourra décider de la suite de la grève, parce que ce n'est pas seulement aux syndicats de décider, mais surtout aux ouvriers ».

Licenciement pour cause de profit

L'usine Galva-Lorraine ferme ses portes : 13 licenciements économiques et 50 incitations au départ avec une prime de 20 000 francs. C'est l'hebdomadaire **Usine Nouvelle** spécialisée dans les conseils aux patrons pour faire le maximum de profit qui le raconte, presque scandalisé.

Il faut dire que cette usine, considérée comme un modèle de décentralisation en zone rurale aurait, d'après ce journal, coûté à la collectivité la modique somme de 70 000 à 100 000 francs par emploi créé.

A ce prix-là, embaucher et fermer ses portes, quelle affaire !

Extraits des bulletins d'entreprise Lutte Ouvrière

SNCF/TOURS-ST-PIERRE

Cow-boy ou contrôleur ?

D'après un texte émanant de la direction du service des trains, on apprend que la SNCF envisage de remplacer les pinces de contrôle des agents de train d'ici le second trimestre 1981.

Un projet est à l'étude : la future pince de contrôle se présente « sous une forme de pistolet », et c'est pratiquement la seule modification par rapport à la précédente.

En munissant les contrôleurs d'une telle arme dissuasive, on se demande si la SNCF n'a pas prévu également l'étui, le chapeau et les bottes... Et pourquoi pas d'échanger les trains contre des diligences et des chevaux ?

DELLE-ALSTHOM (VILLEURBANNE)

Les vrais responsables

Mardi 22 juillet, un accident très grave s'est produit au Cerda pendant la construction d'un hangar d'essai.

Lors du dégagement des tôles de construction, l'ouvrier occupé à manœuvrer la grue de levage a reçu une charge d'environ 500 kg sur l'épaule. Il a été transporté à l'hôpital Edouard-Herriot dans le coma, la rate, le foie atteints, les poumons percés par les côtes cassées.

Nous ne savons pas aujourd'hui l'évolution de son état.

Un silence complet entoure les circonstances de l'accident. La seule justification qu'ait donnée la direction est que l'ouvrier faisait partie d'une entreprise extérieure et, qu'hormis le passage des consignes de sécurité, elle n'a pas à s'occuper de la sécurité de ces travailleurs.

Ainsi pour nos patrons la vie d'un ouvrier ne coûte pas cher. Mais pour nous, c'est la direction qui porte la responsabilité de l'accident car c'est dans l'entreprise et pour l'entreprise qu'il s'est produit.

Les poseurs de rails en grève depuis le 2 juin

La quasi-totalité des travailleurs de l'entreprise Desquenne et Giral, dont 90 % sont immigrés, et qui posent et entretiennent les voies de chemin de fer, sont en grève depuis le 2 juin. Leur travail les oblige à changer souvent de chantier et ils se déplacent à travers toute la France pour un salaire de 2 100 à 2 700 F. Quant à leur hébergement, il se fait sur les lieux mêmes du chantier, dans des baraquements.

Les grévistes réclament 3 000 F par mois pour tous, une prime de 54 F par jour de déplacement en région parisienne et de 70 F en province, des logements, des équipements sanitaires et l'amélioration des conditions de travail. La direction a bien accepté certaines des revendications, mais elle a licencié 40 militants syndicaux et travailleurs combatifs. Alors la grève a continué.

Tentatives d'intimidation, embauches de jaunes travaillant sous la protection de la police, rien n'y a fait, les grévistes tiennent bon. Ils discutent avec ceux qui font, souvent à leur insu, les jaunes ; ils collectent des fonds et des vivres ; ils organisent des manifestations ; ils empêchent le travail de s'effectuer sur les chantiers.

La grève a pris un tour nouveau ces derniers jours. D'abord avec la grève, le 20 août, de l'ensemble des 12 000 travailleurs du secteur dans tout le pays. Et puis, dans la nuit du samedi au dimanche 24 août, un engin explosif a été lancé sur le campement des grévistes du chantier du TGV (train à grande vitesse) dans l'Yonne. L'engin a explosé à 3 mètres d'une tente où dormaient quarante travailleurs et l'un d'eux a été blessé.

Bien sûr, la police a ouvert une enquête. Mais c'est cette même police qui essaie d'empêcher les grévistes de pénétrer sur les chantiers. Alors, il y a fort à parier qu'elle ne mette pas un zèle excessif à rechercher les coupables.

Mais malgré l'embauche de jaunes, malgré les intimidations, la grève des poseurs de rails continue.

Le travail à domicile : une « solution de progrès » à reculons

D'après le journal *Les Echos,* le gouvernement voudrait développer le travail à domicile et multiplier par dix le nombre des travailleurs en exercice d'ici quelques années. Ils sont aujourd'hui 40 000. Et ils ne sont plus — prétend le journal *Les Echos* — *« des marginaux de la société industrielle ».*

Pourtant c'est toujours comme une catégorie à part que les travailleurs à domicile ont été considérés par les pouvoirs publics, souvent oubliés des accords ou conventions s'appliquant à l'ensemble des travailleurs. C'est ainsi par exemple, qu'en 1964 les travailleurs à domicile restaient exclus du bénéfice des retraites complémentaires, et plus récemment, en décembre 1977, ils étaient exclus de l'accord relatif à la généralisation de la mensualisation. Chaque fois il leur a fallu se battre pour obtenir les mêmes droits que l'ensemble des travailleurs.

Et puis, affirme *Les Echos,* ils *« ne sont plus voués à des salaires de misère »,* tout en reconnaissant que le plus souvent *« ils ne reçoivent guère plus que le SMIC ».* Mais, ce dont ne parle pas ce journal patronal, c'est des journées qu'il faut réaliser pour avoir de meilleurs salaires. Le travail se fait à façon et le salaire est établi à la pièce, aussi faut-il réaliser beaucoup de pièces pour faire sa journée. Des journées qui en réalité atteignent 10 h, voire 12 h et plus de travail. De plus sur le salaire, il faut retirer les frais qui ne sont que très partiellement indemnisés par les patrons concernant les locaux et leur entretien, l'électricité, les machines et les accessoires ou matériaux divers. Des ouvrières à domicile, raconte *L'Humanité* du 26 août, ont dû réclamer le paiement du fil à coudre qu'elles utilisent pour la fabrication de vêtements de poupées.

Ce qu'oublie aussi de préciser *Les Echos,* c'est que le travail arrive à un rythme irrégulier selon les saisons et les carnets de commande des patrons. Souvent livré au dernier moment, il faut alors faire vite, allonger la journée de travail, et dans la famille tout le monde se met à l'ouvrage quand c'est possible. Les enfants, les grands-pères, les grand-mères secondent pour les menus travaux. Ainsi pour un même salaire, il n'est pas rare que ce soit plusieurs membres de la famille qui travaillent. Souvent des femmes travaillent avec leurs maris mais ne bénéficient d'aucune protection concernant la Sécurité sociale, la retraite, le chômage car elles ne sont pas déclarées. Ainsi *Les Echos* peuvent assurer que le travailleur à domicile *« a un rendement supérieur de 10 à 20 % à celui du travail en usine ».*

C'est à n'en pas douter *« la solution de progrès »* que le gouvernement voit dans le travail à domicile, au point que Raymond Barre a chargé le député RPR des Vosges de lui remettre un rapport sur la question. Des progrès pour le patronat qui pourra, aidé par une législation qu'on va lui tailler sur mesure, utiliser la crise et le chômage pour exploiter un peu plus librement les travailleurs en diminuant ses propres frais généraux.

Patricia MULLAN

A Belfort les résidents du foyer « Lunette 18 » en ont assez

Les résidents du foyer de travailleurs algériens « Lunette 18 », à Belfort, géré par le CASMI (Comité d'action sociale en faveur des migrants) ont décidé dès le mois de juillet de faire la grève des loyers, en bloquant le montant de leurs loyers sur le compte d'une association de locataires, pour obtenir l'amélioration de leurs conditions de logement, qui sont particulièrement scandaleuses. Voici ce que nous ont dit un certain nombre d'entre eux :

« Presque tous les résidents participent au mouvement, il y en a bien un ou deux qui paient, mais ce n'est rien... sur 250.

On paie 161 F par lit pour des chambres de quatre et qu'est-ce qu'on a ? Rien. On paie pour rien. Vous avez vu, on est entassé, c'est délabré, il n'y a pas de peinture et le sol est en béton.

Depuis le début, vingt ans, trente ans, rien n'a été refait. Les matelas, en tout cas, sont les mêmes qu'au début. Ils n'ont pas changé les couvertures depuis deux ou trois ans. Quand quelqu'un s'en va, le suivant prend la même couverture. Quant aux sanitaires, vous avez vu, deux WC pour quinze, un lavabo, une douche, mais personne ne peut s'en servir. Il n'y a de l'eau chaude qu'en fin de semaine, alors, pour nous qui nous salissons au travail, on se lave à l'eau froide sur le béton. Nous demandons des frigos parce que sinon on est obligé de faire nos courses au jour le jour. Il y a eu 24 % d'augmentation du loyer cette année, pourquoi ? On paye nous-mêmes le gaz des cuisines (5 plaques à gaz pour 15), **alors qu'est-ce qu'il reste, l'électricité ? Mais ça ne coûte pas si cher... On demande que les sommiers, les couvertures, les matelas soient changés. La réfection de la salle de télévision, c'est tellement propre qu'on préfère la regarder dans un café, la réfection de la salle de prières... Et puis vous voyez, on n'a pas de rideaux aux fenêtres, rien pour faire sécher le linge... On n'est pas contre payer, mais pour quelque chose ! ».**

Correspondant LO

"L'Humanité" en flagrant délit de calomnie

***L'Humanité* du 27 août, dans un billet intitulé *« Le bout du nez »,* a accusé Brice Lalonde, le candidat écologiste à l'élection présidentielle, d'être ni plus ni moins un ancien agent du SAC, un ancien collaborateur de Debré lorsque celui-ci était Premier ministre, et un collaborateur de Foccard, l'un des principaux hommes des services secrets gaullistes. Le rédacteur de *L'Humanité* citait ses sources, le livre de Patrick Chairoff, *B comme Barbouzes,* publié en 1975.**

Mais Brice Lalonde n'avait que douze ans au moment où Debré fut Premier ministre. Ainsi pris en flagrant délit de mensonge, *L'Humanité* n'a finalement pas pu faire autrement que publier le lendemain une mise au point dans laquelle on peut lire : *« Notre bonne foi a été totalement surprise ». L'Humanité* de bonne foi ? Cela ressemble trop aux méthodes staliniennes, parmi lesquelles la calomnie est une pratique courante. Car *L'Humanité* a beau démentir — elle ne peut pas faire autrement, le mensonge est trop gros —, pour un certain nombre de militants du PCF, lecteurs de *L'Humanité,* il restera quelque chose de cette calomnie. Brice Lalonde restera un homme ayant un passé louche ! Et n'est-ce pas cela que voulait répandre, tout à fait consciemment, le rédacteur de *L'Humanité ?*

P.V.

MANUFRANCE

Nouvelle menace de fermeture

Depuis des années, les travailleurs de Manufrance luttent pour sauvegarder leur emploi.

Le sort de Manufrance est à nouveau en suspens. Dans la soirée du 27 août le conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance (ou tout au moins ce qu'il en reste après le retrait des administrateurs de la MACIF) a posé un ultimatum : il menace de déposer le bilan de la société le 8 septembre prochain si le gouvernement ne débloque pas l'aide financière de 150 millions qu'il avait promise mais en accompagnant sa promesse de conditions.

C'est la décision prise cinq jours plus tôt par la MACIF (Mutuelle assurance des commerçants et industriels de France) de retirer ses trois membres du conseil d'administration de Manufrance qui a précipité les choses.

C'est donc maintenant au gouvernement de répondre. Or le gouvernement justement, si prompt d'habitude à ouvrir sa bourse quand il s'agit de soutenir un patron en difficulté, s'est jusqu'à présent, en ce qui concerne Manufrance, plus souvent contenté de promesses que d'aides réelles. Il préférait évidemment laisser la municipalité de Saint-Etienne, communiste depuis les élections de mars 1977, et qui était le principal actionnaire de l'ancienne société Manufrance, se débrouiller avec les difficultés de cette entreprise, et même, prendre la responsabilité de cautionner (comme elle l'a fait d'ailleurs à deux reprises en 1978 et 1979) des licenciements.

En trois ans, de nouveau P-DG en nouveau P-DG, de plan de relance en plan de relance, Manufrance, qui comptait en 1976, 3 836 salariés, n'en comptait plus que 3 007 au 30 avril 1978 et 2 556 début mai 1979 avant la mise en place de la nouvelle société, qui, elle, n'offre plus que 1957 emplois.

Aujourd'hui, les 1 875 travailleurs qui restent encore à Manufrance se préparent à reprendre la lutte pour sauvegarder leur emploi. Et c'est cette lutte qu'ils mènent depuis plusieurs années qui leur permet de n'être pas purement et simplement jetés à la rue.

Olivier BELIN

FILMS

« L'empire contre-attaque »

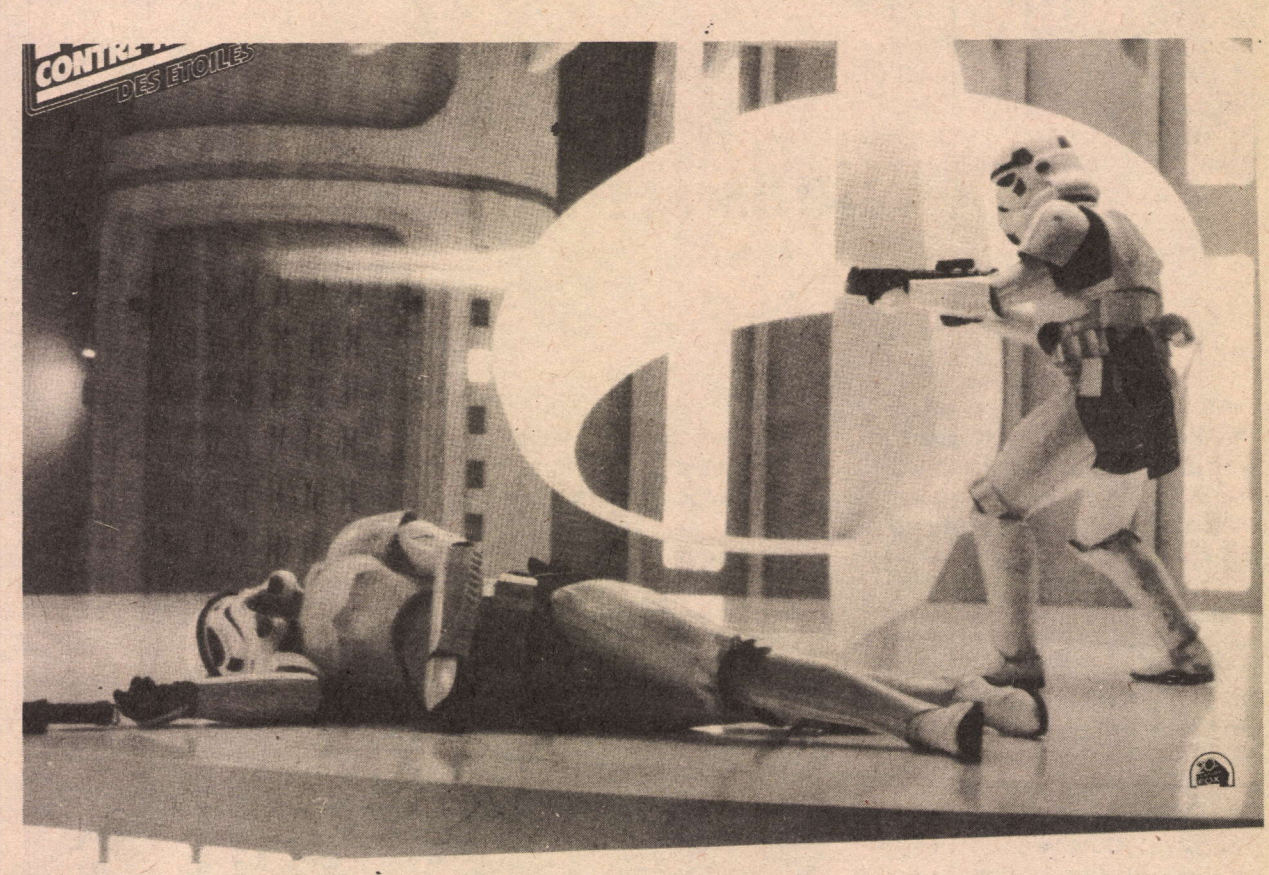
L'empire contre-attaque, **film américain réalisé par I. Kershner, constitue un nouvel épisode de la lutte intergalactique que se livraient déjà les personnages de** La guerre des étoiles **que l'on retrouve ici au complet. En plus grand et en plus beau, proclame la publicité. George Lucas, le réalisateur de** La guerre des étoiles, **ayant entre temps fondé, avec les bénéfices de son premier film, une société spécialisée dans la recherche de trucages techniques en tous genres, l'a largement fait fonctionner pour ce second épisode. Le premier épisode comptait quelque 380 « effets spéciaux », trucages divers et inventions techniques, celui-ci en annonce 722. Le coût — astronomique comme il se doit — du film atteint quelque 90 millions de francs. Neuf milliards anciens qui, par la vertu d'un 723e effet spécial nommé publicité, se seraient déjà mués en l'espace de dix semaines de projection en recettes d'un montant cinq fois supérieur.**

George Lucas déclare que grâce à cette coquette somme il débutera dans dix-huit mois le tournage du prochain épisode qui, si tout marche bien, sera suivi par au moins trois autres.

En attendant, avec L'empire contre-attaque, **le spectateur peut d'ores et déjà assister à une bataille de quadrupèdes blindés géants et traverser sans quitter son fauteuil un champ d'astéroïdes qui s'écartent pour laisser passer le vaisseau spatial des héros.**

Quant à l'histoire, c'est naturellement celle du combat des bons contre les méchants. Côté bons, quelques humains, un humanoïde et deux robots, plus un gnome aux oreilles très réussies vieux de huit cents ans et qui détiendrait toute la sagesse du monde. Dieu n'est pas loin et son apparition est peut-être réservée à un prochain épisode.

Côté méchants, des soldats au garde-à-vous devant un chevalier en armure et casques noirs, mi-samouraï, mi-SS, l'infâme Vador.



L'enjeu : terminer le film sans tuer aucun personnage et sans rien conclure afin de laisser le spectateur sur sa faim, pour qu'il se précipite sur le prochain épisode. Voire !

Avec La guerre des étoiles, **Lucas avait présenté un film qui était sinon très original, du moins plaisant. Avec ce second épisode, la série non seulement ne se renouvelle pas, mais commence déjà à s'essouffler sérieusement.**

Pierre VERNANT.

« Odo Toum, d'autres rythmes »

Papa Oyeah Makenzie est un musicien africain, percussionniste, qui vit en Europe. Dans le film il joue son propre rôle, celui d'un musicien assez connu pour vivre de sa musique, mais pas assez pour en vivre bien. Il est à la recherche d'un public, mais sa musique, mélange de musique africaine traditionnelle et de jazz, est assez hermétique et l'auditoire est clairsemé aux concerts.

Papa ne se décourage pas malgré les avertissements d'un de ses amis. Et à la fin du film, lors d'un concert avec le pianiste africain Dollar Brand, le public réagit et Papa semble avoir réussi.

Malgré quelques longueurs, le film est sympathique et plein de chaleur humaine. On sent qu'il a été réalisé par une bande de copains. La musique de Papa Oyeah Makenzie, présente tout au long du film, est inhabituelle et parfois déroutante. Cependant, on finit par être touché et même entraîné en particulier par le morceau final joué avec Dollar Brand.

« French postcards »

De jeunes Américains venus étudier à Paris, rencontrent évidemment chacun leur « french girl », leur petite amie française. Jeunes Américains et jeunes Français découvrent le ridicule de l'image stéréotypée qu'ils avaient les uns des autres. Quelques scènes ne manquent pas d'humour, mais cela ne parvient pas à rendre cette histoire bien passionnante.

« Rosy la Bourrasque »

avec Gérard Depardieu

Dans ce film de Mario Monicelli, lui (Gérard Depardieu) est un ex-futur grand champion de boxe dont la carrière a été prématurément interrompue par un stupide accident — qui lui a valu le surnom de « casse-porte ». Elle, triomphe tous les soirs sur le ring à l'issue d'un match de catch féminin dont les truquages sont méticuleusement préparés lors des séances d'entraînement. Ils se rencontrent, et... ils s'aiment !

Evidemment, leurs amours sont turbulentes, et même parfois fracassantes... question de métier ! Et le pauvre « casse-porte », interprété par Gérard Depardieu, doit bien admettre que tout ancien poids mi-lourd qu'il soit, devant sa belle Rosy et ses amis, il ne fait vraiment pas le poids !

Bien sûr, tout cela ne baigne pas dans le raffinement et la distinction mais on rit de bon cœur du début à la fin.

H. D.

Sélection cinéma

FILMS RÉCENTS...

PILE OU FACE de R. Enrico.

Un film policier. Si vous avez envie de passer un bon moment en compagnie de Philippe Noiret et Michel Serrault.

Rex 2e. UGC Opéra 2e. Bretagne 6e. Danton 6e. Biarritz 8e. Ermitage 8e. Caméo 9e. UGC Gare de Lyon 12e. UGC Gobelins 13e. Mistral 14e. Magic 15e. Murat 16e. Paramount Maillot 17e. Paramount Montmartre 18e. Secrétan 19e.

LE TROUPEAU de Zeki Okten.

Un tableau de la Turquie contemporaine au travers de la vie d'une famille de nomades.

14 Juillet 6e (vo). Racine 6e (vo). 14 Juillet 11e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

THE ROSE de M. Rydell.

D'après la vie de la chanteuse de rock Janis Joplin, un film sur la déchéance d'une star.

Impérial 2e. Hautefeuille 6e (vo). Balzac 8e (vo). Kinopanorama 15e (vo). Mayfair 16e (vo).

LE CHRIST S'EST ARRETÉ A EBOLI de F. Rossi.

Un intellectuel exilé par Mussolini dans un petit village, où règnent l'arriération, la misère et la domination quasi-féodale des notables.

Studio de la Harpe Huchette 5e (vo). Saint-Ambroise 11e (vo). Studio Raspail 14e (vo).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN de T. Jones.

Les aventures de Brian, né le même jour que Jésus. Un film loufoque des Monty Python.

UGC Opéra 2e (vo). Cluny Ecoles 5e (vo). Marbeuf 8e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

KRAMER CONTRE KRAMER de R. Benton.

La vie d'un couple puis sa séparation. L'apprentissage et le changement dans la vie du père qui se retrouve seul pour élever l'enfant.

Capri 2e. Marignan 8e (vo). Sept Parnassiens 14e (vo).

... ET MOINS RÉCENTS

BARRY LYNDON de S. Kubrick.

Les aventures d'un jeune arriviste dans l'Europe du 18e siècle.

Impérial 2e. Studio Cujas 5e (vo). Paris 8e (vo).

DON GIOVANNI de Losey.

L'opéra de Mozart filmé à Venise dans un splendide décor.

Vendôme 2e (vo).

HAIR de Milos Forman.

Comédie musicale. Des jeunes face à la société américaine au moment de la guerre du Vietnam.

Palais des Arts 3e (vo).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE de D. Trumbo.

Un grand blessé de la guerre de 1914 se rend peu à peu compte de son état. Une dénonciation de la guerre.

La Clef 6e (vo).

• VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU de M. Forman.

Dans un asile psychiatrique, un simulateur sème la perturbation. Mais l'ordre sera rétabli.

Châtelet Victoria 1er (vo). UGC Opéra 2e. Palais des Arts 3e (vo).

C'ÉTAIT DEMAIN de N. Meyer.

Dans sa machine à explorer le temps, H.G. Wells poursuit Jack l'éventreur et découvre le XXe siècle.

Saint-Ambroise 11e (vo).

LES SENTIERS DE LA GLOIRE de S. Kubrick.

Pendant la guerre de 1914, la condamnation « pour l'exemple » de trois soldats.

Le Seine Cinéma 5e (vo).

LIVRES

Roman

« Les bons sentiments »

de Marilyn French

Au travers d'une aventure amoureuse entre une universitaire contestataire et féministe et un homme d'affaires convaincu des vertus du capitalisme, la romancière américaine Marilyn French, elle-même féministe, développe ses réflexions sur la difficulté des relations entre hommes et femmes, sur l'injustice flagrante qui fait que les femmes doivent être dix fois meilleures que les hommes pour être considérées comme à peu près valables. Elle montre combien il est difficile aux femmes de « remonter le courant » dans une société où tout est conçu pour préserver la suprématie mâle.

Le choix de partenaires aussi différents que sont ces deux héros permet à l'auteur de développer à l'extrême les thèses défendues par chacun d'eux... et d'en montrer parfois les outrances ou les contradictions, avec un clin d'œil ironique. Ainsi, comment concilier, lorsqu'on est une féministe convaincue, son attirance pour la gent masculine et sa révolte devant le chauvinisme mâle de ses partenaires ? Marilyn French, comme bien d'autres féministes, comprend parfaitement les manifestations de l'inégalité entre hommes et femmes dans cette société, mais n'y voit qu'une explication idéaliste, qui tiendrait à la « nature » de chaque sexe, comme si l'organisation sociale n'intervenait pas dans le rôle qui est dévolu à la femme et dans les relations entre hommes et femmes.

Néanmoins Marilyn French analyse d'une façon lucide et nuancée les rapports tourmentés qu'entretiennent hommes et femmes entre eux. Même si l'on est loin de s'identifier avec les personnages qu'elle a choisi de décrire. L'ensemble est mené dans un style percutant et chaleureux et se lit d'une seule traite.

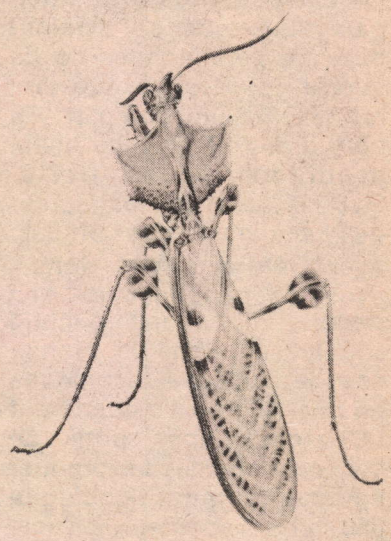
Hélène DURY

Les bons sentiments, **de M French, 448 pages, Ed. Acropole 60 F environ.**

Nature-fiction

« Le pays sous l'écorce »

de Jacques Lacarrière



Un soir, l'auteur eut envie de se glisser sous l'écorce d'un arbre, un peu de la même façon qu'Alice — celle du pays des Merveilles — passait de l'autre côté des miroirs. Une fois poussée la porte du merveilleux, du mystérieux, tout devient possible au narrateur, ou en tout cas, il peut tout tenter. Sa carcasse d'homme une fois oubliée, il nous entraîne dans l'eau, dans les airs, dans les herbes à la rencontre d'un monde animal des plus variés.

Jacques Lacarrière ne cherche pas à donner aux animaux qu'il rencontre une forme ou des comportements humains, à la façon, par exemple, des fables de La Fontaine, à chaque occasion. C'est d'égal à égal — ou presque — qu'il cherche à converser avec le grillon ou la grue cendrée ; même si, malgré tous ses efforts, ces animaux lui restent finalement étrangers, pour ne pas dire ennemis.

Le voyage qu'on nous propose « sous l'écorce » et en particulier dans une termitière, est un parcours plein d'embûches ; pour devenir observateur, il faut participer de plain-pied à la vie de ceux qu'on rencontre, au risque, parfois, de participer à leur digestion sous forme... de proie.

Tout à la fois description naturaliste et œuvre d'imagination, voilà un monde bien déconcertant que ce « pays sous l'écorce ». D'autant que si l'on fait connaissance avec une quarantaine d'espèces différentes, ces rencontres ont parfois un goût de trop court et la curiosité que Lacarrière a éveillé en nous pour l'éphémère ou l'axolotl (un batracien) reste souvent inassouvie. A ceci s'ajoute le fait que le style de l'auteur frise fréquemment le pédantisme, ce qui aboutit finalement à opposer quelques petits obstacles au plaisir de lire ce qui reste, malgré tout, une suite de belles histoires de nature-fiction.

Pierre LAFFITE

Le pays sous l'écorce, **de J. Lacarrière, Ed. Seuil, 168 pages, 45 F environ.**

TELE

Samedi 30 août

20 h 30. FR3. Gaby Morlay parmi nous. Rediffusion d'une émission en hommage à cette actrice de cinéma, avec des extraits de ses films.

Dimanche 31 août

15 h. A2. Alain Decaux raconte. La tragédie de Ciano. En 1943, le comte Ciano, gendre de Mussolini, se retourna contre ce dernier. Il fut finalement arrêté et exécuté. Espérons que le récit d'Alain Decaux ne se bornera pas aux aspects personnels de ces événements.

16 h05. A2. César Birotteau. Première partie d'un film TV d'après un roman de Balzac. A travers le personnage de Birotteau, parfumeur ayant fait fortune sous la Restauration, une peinture de la bourgeoisie au début du 19e siècle.

19 h 25. TF1. Les animaux du monde. Afrique : forêt ou désert. La destruction de la forêt en Afrique entraîne aussi celle de la faune.

20 h 30. FR3. Les merveilles de la mer. Emission de Frédéric Rossif. Le requin Barracuda, fuselé, grâcieux... et l'un des plus meurtriers habitants de la mer.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit. Cycle Alexandre Dovjenko. Ivan. Film soviétique de 1932. Le prototype même du film de propagande à la gloire du stalinisme. Un témoignage, sur le « réalisme socialiste » dans le domaine de l'art.

Lundi 1er septembre

17 h 15. A2. Les jours de notre vie. La géographie du sang. Emission scientifique, avec les professeurs Jean Bernard, hématologiste, Jean Rosa, biochimiste, et Jacques Ruffié, du Collège de France : comment les découvertes sur les groupes sanguins ont confirmé l'absurdité des théories racistes.

18 h. TF1. Une femme, une époque. Marilyn Monroe. Une évocation de la vie de la célèbre actrice... qui n'apprend rien de bien nouveau et n'évite pas les clichés habituels.

20 h 35. TF1. Soirée Bourvil. Les Arnaud. Ce film n'est malheureusement pas une des plus grandes réussites de Bourvil, qui y sert surtout de faire-valoir au chanteur Salvatore Adamo pour ses débuts au cinéma.

Mardi 2 septembre

18 h 05. TF1. Une femme, une époque. Colette et son temps. Interviews et documents d'actualité retracent la vie et l'œuvre de ce célèbre écrivain.

20 h 40. A2. Les Dossiers de l'écran, consacrés cette semaine à la vie d'artiste, mais plus particulièrement aux comédiens « de second rang ». Avec, en introduction, un film d'Yves Robert, **Salut l'artiste,** où le rôle d'obscurs comédiens... est tenu par des vedettes comme Jean Rochefort ou Marcello Mastroianni !

22 h 15. TF1. Paris, la poésie. Pierre Seghers évoque la poésie de Paris à travers des poèmes ou des chansons interprétés par Jacques Douai, Juliette Gréco, Catherine Sauvage, etc.

Mercredi 3 septembre

13 h 40. TF1. King. Film TV américain, en trois parties, qui retrace la vie de Martin Luther King et son combat pour l'égalité civique des Noirs américains (rediffusion).

14 h. A2. Aujourd'hui madame. Le célèbre guitariste Alexandre Lagoya interprète des morceaux de Tarrega, Ferdinand Sor, Albeniz.

20 h 35. A2. En r'venant d'l'expo. Pièce de Jean-Claude Grumberg, qui fait revivre le Paris des années 1900, avec l'exposition universelle, le colonialisme et le nationalisme, mais aussi l'essor du syndicalisme révolutionnaire.

22 h 25. TF1. Grand-mères. La dernière émission de cette série est, paraît-il, quelque peu décevante par rapport aux précédentes, terminant sur une note conformiste : le portrait d'une grand-mère sans problème, heureuse de sa vie, de ses petits-enfants et de son club du troisième âge...

Jeudi 4 septembre

13 h 35. TF1. King. Deuxième partie de ce télé-film sur Martin Luther King.

20 h 30. FR3. Cycle Charles Bronson. C'est arrivé entre midi et trois heures. Un grand classique du western où l'auteur sut faire preuve d'originalité.

22 h 50. A2. La grande parade du jazz. Avec John Lewis et Hank Jones (pianistes).

Vendredi 5 septembre

13 h 35. TF1. King. Troisième et dernière partie.

21 h 30. TF1. A bout portant. Jean-Paul Farré. Un passionné de musique qui veut la faire découvrir à travers l'humour...

22 h 15. TF1. Les idées et les hommes. Mahomet. Les origines et l'histoire de l'Islam. Avec la participation d'historiens spécialistes du monde islamique, dont Arnaldez et Maxime Rodinson.

LIVRES

Quelques livres sur la Pologne

Voici quelques livres et un film qui permettent de connaître un peu mieux la Pologne et l'histoire de ses trente dernières années.

DOCUMENTS ET LIVRES D'HISTOIRE

• ***Pologne-Hongrie 1956,*** Ed. EDI, 368 p. *Ce livre retrace, à partir d'articles, de tracts, de poèmes — certains parus illégalement — les événements de l'octobre polonais (et hongrois) de 1956. Plusieurs textes émanent de ces conseils ouvriers qui fleurirent lors de ce qu'on appela « le printemps en octobre ».*

• ***Histoire des Démocraties Populaires*** de F. Fetjö, 2 volumes, Ed. Seuil. Coll. Point P. *La dernière édition de cette histoire écrite par un émigré hongrois libéral traite des événements de 1970 (et bien sûr de l'histoire de l'Europe centrale depuis 1945).*

• ***Documents du Comité de Défense des Ouvriers de Pologne*** (KOR), Ed. Comité international contre la répression, 128 p. 10 F. *Les événements d'Ursus et de Radom, en 1976, retracés au jour le jour.*

• ***La purge*** de C. Jelen, Ed. Fayard, 220 p., 25 F., environ. *En 1968, les dirigeants polonais n'hésitèrent pas à recourir à l'antisémitisme et à une véritable chasse aux Juifs dans l'appareil d'Etat et dans le parti pour tenter de faire oublier à la population les véritables problèmes et pour faire taire la contestation estudiantine.*

ROMANS

• ***Le premier pas dans les nuages,*** de Marek Hlasko, Ed. Julliard (1958), 185 p. et ***Le Huitième jour de la semaine*** (1959), 192 p. du même auteur, chez le même éditeur. *Ces deux romans — malheureusement épuisés et que l'on ne trouve plus qu'en bibliothèque — décrivent la vie quotidienne des jeunes, des travailleurs dans la Pologne d'avant 1956 : une société de grisaille où l'évasion du « huitième jour de la semaine » devient un but jamais atteint et où trouver une chambre (pour ne pas parler d'un appartement) se transforme en une quête sans fin.*

• ***L'éléphant*** de Slawomir Mrozek, Ed. Albin Michel, 322 p. 20 F environ. *Un recueil de nouvelles où l'on voit des bureaucrates se prendre, sinon pour des aigles, du moins pour des oiseaux, et un homme d'église donner des leçons de « mat. dial. » (le matérialisme dialectique) à la sauce stalinienne) à un... bureaucrate enchristianisé !*

• ***Le matin d'une coexistence*** d'Adolf Rudnicki. Ed. Gallimard, 196 p. 25 F environ. Une critique de la société polonaise sous la forme de nouvelles satiriques. Certaines nouvelles traitent de la situation de l'écrivain et du citoyen en Pologne, des problèmes de la vie de tous les jours ou nous racontent la déstalinisation... vue du ciel.

FILM

• ***L'homme de marbre*** d'Andrzej Wadja. *Ce film retrace l'histoire de la Pologne actuelle à travers le portrait qu'une équipe de télévision tente de faire d'un ancien ouvrier stakhanoviste des années cinquante. Celui-ci se retrouva en prison sous le stalinisme et mourut sous les balles de la milice lors des grèves de 1970. La séquence montrant cet épisode a été supprimée par la censure de Gierek.*

Science-fiction

« L'île habitée » de A. et B. Strougatski

L'île habitée est le dernier roman traduit en français des frères Strougatski. Ces auteurs russes sont connus pour avoir écrit des livres qui, sous couvert de science-fiction, sont souvent des livres de critique sociale et qui, à ce titre, ont d'ailleurs été victimes pendant de nombreuses années de la censure stalinienne.

Maxime, un jeune cosmonaute qui rêve d'aventures, débarque sur une planète inconnue qui ressemble beaucoup à la Terre d'aujourd'hui. Et les ennuis de Maxime commencent. Car, venant d'une Terre où le communisme est réalisé depuis longtemps, il y a bien des choses qu'il ne comprend pas. Des grandes, comme la violence et le militarisme, jusqu'aux petites comme les cigarettes, l'alcool ou le fait qu'une femme refuse qu'il fasse la vaisselle.

Les choses vont encore plus mal quand Maxime décide d'aider les habitants de cette planète à changer leur sort, à faire la révolution. Il a beau être un homme communiste aux connaissances étendues, au corps bien entrainé, plein de bonté et de gentillesse, il n'est pas facile de changer le monde. Maxime est même un peu naïf et comprend rarement ce qui lui arrive. Et puis, il a reçu une formation de cosmonaute, pas de révolutionnaire, et les seules connaissances qu'il a de la société capitaliste sont des souvenirs d'école assez imprécis.

Tout au long de ce roman d'aventures, les frères Strougatski dénoncent la société capitaliste actuelle mais aussi, indirectement, la société stalinienne. Mais ils affirment aussi que l'homme est capable d'autre chose, de construire un monde plus juste et ainsi de devenir lui-même meilleur. Cela donne un roman optimiste et drôle qui se lit d'une seule traite jusqu'à une fin plutôt inattendue.

G. S.

L'île habitée, **de A. et B. Strougatski, 269 pages, Ed. L'âge d'homme, 40 F environ.**

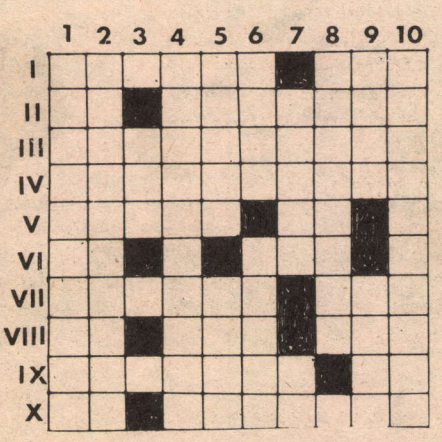
Mots croisés

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	M	P	E	T	E	N	T	E
II	A	R	I	S	T	O	T	E	■	T
III	R	A	■	I	■	T	A	■	C	I
IV	T	N	T	■	C	■	L	■	A	R
V	E	G	A	L	I	T	A	I	R	E
VI	S	E	■	■	R	E	G	L	A	■
VII	I	R	R	E	A	L	I	S	M	E
VIII	E	A	U	■	I	L	S	■	E	S
IX	N	I	S	U	S	■	T	E	L	S
X	S	E	E	S	■	M	E	U	S	E

HORIZONTALEMENT. **— I. Pas dans son assiette. Sans lui pas de vin. — II. Conjonction négative. Dans le Gard. — III. Suppressions. — IV. Qui a des nervures réticulées. — V. Galette. En peine. — VI. Interjection. Adjectif possessif. — VII. Montagne et forteresse de l'ancienne Messenie. Pronom personnel. — VIII. Note de musique. Atome qui a perdu sa neutralité. Plante fourragère. — IX. Ecraserai d'impôts. Dans une succession. — X. Pronom adverbial. Appréciée.**

VERTICALEMENT. **— 1. Bakounine l'était. — 2. Décharge d'une servitude. — 3. Extrait. — 4. Révolution qui ne tourne pas tout à fait rond. — 5. Petite. Pièce de harnais. — 6. Poursuit en justice. Ramassis de vieux notables. — 7. Tient dans une aire. Deux romain. — 8. Coquillage comestible. — 9. Dans les Pyrénées-Orientales. Bord. — 10. Ce n'est pas un marrant.**



Des bataillons de subventions aux militaires et aux capitalistes

Selon le journal *Le Monde* du 28 août, qui rapporte ces informations, le ministère de la Défense présenterait bientôt pour 1981, un budget militaire de 104 milliards (120 milliards même si l'on compte les pensions).

Ainsi, en 1981, l'armée va se tailler la part du lion des dépenses de l'Etat, puisque ces 104 milliards représenteront 17 % environ des 610 milliards de dépenses publiques officiellement prévues.

De plus, alors que le chef de l'Etat a demandé à la plupart des ministères de réduire leurs dépenses (en période de crise économique et surtout d'élections, il faut bien faire des gestes !), le budget militaire, lui, est en augmentation très nette par rapport à l'an dernier (+ 17 % environ). On constate d'ailleurs aussi que, par rapport à la loi de programme militaire 1977-1982 votée en 1976, les dépenses de 1981 ont été gonflées puisqu'elles seraient exactement de 104,5 milliards contre 99,99 milliards de prévus (+ 4,6 % de hausse). Ainsi, le budget de l'Etat est comprimé dans le domaine de la santé, de l'éducation, des transports, bref de ce qui est utile à la population, mais par contre, il est en hausse pour ce qui concerne l'armée.

Quand on sait que ce sont les dépenses d'équipement qui augmentent le plus dans le budget militaire et que, officiellement, un tiers de ces dépenses d'équipement sont destinées à l'armement nucléaire, on voit tout de suite que l'augmentation du budget de la Défense n'est rien d'autre qu'un moyen de subventionner directement les trusts ayant partie liée avec le nucléaire et la force de frappe, les Empain et autres Dassault notamment.

Mais ce ne sont pas les seuls heureux bénéficiaires de la manne gouvernementale. En fait, le budget militaire est un moyen à peine déguisé de subventionner les Thomson-CSF, Creusot-Loire, Alsthom-Atlantique, SNECMA et autres firmes qui contribuent qui à fournir les systèmes de guidage électroniques, qui à produire les blindages des jouets meurtriers que s'offrent chaque année les galonnés de l'état-major. Et il y en a vraiment pour tous les secteurs de l'industrie quand on voit que la loi de programme militaire 1977-1982 a prévu, entre autres, la livraison de 320 chars AMX 30 et 780 AMX 10, de 128 hélicoptères « Gazelle », de 6 corvettes et un porte-avions (sans oublier les 4 sous-marins nucléaires), de 192 missiles « Hot » et de 692 « Milan » et autres 1770 engins guidés air-air, plus quelque 109 « Mirage » F 1, la dernière production des usines Dassault (cette liste est, on s'en doute, bien incomplète, même pour ce qui concerne seulement les principaux programmes de matériels : leur énumération occupe une pleine page du livre *Dossier M... comme militaire,* paru chez A. Moreau, voici quelques mois).

On peut essayer de se consoler d'apprendre que les seuls budgets en hausse cette année, au niveau des dépenses publiques, seront ceux de l'armée, de la police et de la recherche scientifique (sous cette rubrique sont habituellement dissimulées des subventions aux sociétés capitalistes, notamment en matière de recherches ayant des applications militaires), en se disant qu'avec 17 % du budget de l'Etat, l'armée n'a pas encore atteint ce qui est l'objectif du gouvernement pour 1982 : avoir 20 % du budget consacré à l'armée !

Pierre LAFFITTE

Le projet de loi sur les loyers libres

Diminuer les abus... sans les supprimer

Le Conseil des ministres du 27 août a fait connaître le projet de loi concernant les loyers libres que le gouvernement compte faire adopter d'ici quelques mois par l'Assemblée.

Après la hausse des loyers en juillet dernier, après la libération des loyers en juin 1979, le gouvernement a ressenti une impérieuse nécessité pré-électorale de faire un geste en faveur de ces électeurs que sont les locataires. Ainsi, ce projet de loi, qui concerne les logements autres que ceux dits de « 1948 », et les HLM, s'appliquera à 4,2 millions d'appartements et maisons à loyer libre (cela représente 55 % des logements).

Les mesures envisagées sont les suivantes :

— *Baux.* Désormais le bail devra être d'au moins trois ans. Au terme de chacune de ces années, le propriétaire pourra rompre le bail s'il a, dit le projet de loi, *« un motif légitime »* (si lui ou un de ses parents directs veulent habiter le logement). Le locataire pourra reprendre sa liberté à tout moment pour *« raison grave »* ou chaque année pour *« motif légitime »* (un changement professionnel, par exemple).

— *Dépôt de garantie.* Il ne devra pas dépasser deux mois de loyer et sera non révisable.

— *Réparations.* La réglementation précisera maintenant exactement la liste des réparations à la charge du locataire.

— *Charges.* Les textes réglementaires préciseront les modalités de règlement — par provision avec régularisation annuelle — de ces charges.

Bien sûr, si ce projet de loi est voté, cela apportera quelques garanties aux locataires. Ces derniers temps, en effet, à Paris notamment, de plus en plus de propriétaires ne voulaient signer que des baux d'un an (et parfois même moins !), ce qui leur permettait — même à l'époque de la limitation des hausses locatives — de pratiquer les augmentations qu'ils voulaient. De même, au niveau des charges et des réparations, la nouvelle réglementation offrira (peut-être) un peu plus de protection aux locataires dans un domaine où les propriétaires se croyaient tout permis.

Cependant, même au niveau de ces mesures, rien n'est garanti. Certains propriétaires sauront sans doute user et abuser du *« motif légitime »* pour récupérer un logement avant l'expiration du bail. D'autres mesures — comme celle sur le dépôt de garantie — qui étaient déjà couramment appliquées ne sont pas une grande innovation.

Enfin, il existe certains secteurs locatifs qui sont théoriquement déjà soumis à une réglementation voisine de celle du projet de loi. Ce sont les appartements dont les propriétaires — généralement des entreprises, des sociétés d'assurance, etc. — avaient signé ce que l'on appelle « les accords Delmon » (le texte de ces « accords » a d'ailleurs servi de référence pour établir le projet gouvernemental). Or, même dans ce cas, une telle réglementation n'a pas empêché les loyers de s'envoler, les charges de progresser sans cesse au point que, dans le secteur libre, elles doublent parfois le loyer.

Et l'obligation de justifier les charges et leurs hausses ne gênera sans doute pas les propriétaires qui font appel à des prestataires de service dont les factures sont invérifiables.

Alors, bien sûr, ce projet de loi supprimera sans doute les abus les plus visibles et il rognera peut-être les ailes de quelques « vautours ».

En fait, avec l'aggravation de la crise économique et la diminution du niveau de vie de l'ensemble de la population, plutôt que de permettre aux salaires de suivre la hausse des prix, ce qui diminuerait les profits des industriels, le gouvernement est bien obligé de prendre quelques mesures pour éviter qu'un nombre croissant de travailleurs soient purement et simplement jetés à la rue. Ce n'est pas par bonté ou par scrupule. C'est simplement parce que le gouvernement ne craint rien tant, justement, que de voir les travailleurs dans la rue.

P.L.

Corée du Sud

La dictature militaire se donne une façade légale

Le général Chon, le nouveau dictateur de la Corée du Sud.

Le général Chon, ancien chef d'état-major de la Corée du Sud, homme fort du pays depuis près d'un an, et surtout depuis la répression sanglante qu'il a dirigée contre les émeutes de Séoul en mai dernier, a décidé de légaliser sa dictature.

Le 16 août le président en place, Choï, qui avait succédé au président Park après l'assassinat de celui-ci en octobre 1979, et qui servait depuis de paravent civil à la dictature militaire, a donné sa démission. Les élections présidentielles étaient alors décidées pour le 27 août, et Chon a pris la précaution d'y être, en toute démocratie, seul candidat. Il a été évidemment élu par le collège des « grands électeurs » seuls appelés à désigner le chef de l'Etat.

Pour la circonstance, afin de respecter les formes de la Constitution qui prévoit que seul un civil peut être élu président, il a même donné sa démission de l'armée, cinq jours avant la date de l'élection. Simple changement de casquette évidemment, car avec lui c'est toujours l'armée qui règne sur le pays.

Bien qu'étant seul sur les listes il n'a pas lésiné sur la propagande, se faisant acclamer comme « *l'homme providentiel* » au cours d'une campagne d'adoration obligatoire du nouveau chef, orchestrée par des « *comités de purification* » installés dans chaque mairie, chaque entreprise, chaque administration...

Cette propagande avait-elle pour but de tenter d'illusionner un peu la population, ou de satisfaire les exigences exprimées par le commandant des forces américaines en Corée, le général Wicklam, qui aurait déclaré que « *les Etats-Unis sont prêts à soutenir le général Chon à condition qu'il bénéficie d'un soutien populaire* » ?

On voit mal comment une telle mascarade pourrait faire oublier que le général Chon ne doit son pouvoir qu'à un coup d'Etat et à la répression. D'autant plus que celle-ci continue : d'après les dires du gouvernement sud-coréen lui-même, plus de trente mille personnes ont été arrêtées pendant les seuls quinze premiers jours du mois d'août.

Jeanne HALDAUT

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46 450